

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



Association Congolaise pour le Suivi et l'Evaluation
ACoSE ASBL

**Rapport d'évaluation mi-parcours du
projet BEED**

Mai 2011

Acronymes

ACoSE	Association Congolaise pour le Suivi et l'Evaluation
AVSI	(A completer)
BEED	Basic Education in Eastern of Democratic Republic of Congo
CAPE	Comités d'Appui aux ECEs
CEICA	Centre d'Ecoute et Information Convivial pour les Adolescents
COOPI	Cooperationne Internationale
COPA	Comité des Parents
CRS	Centre de Rattrapage Scolaire
DIJE	Développement Intégré du Jeune Enfant
DIVAS	Division des Affaires Sociales
DIVIJEUNESSE	Division Provinciale de la Jeunesse et des Sports
ECE	Espace Communautaire d'Eveil
EPQ	Ecole Primaire de Qualité
EPSP	Enseignement Primaire, Secondaire et Professionnel
FDLR	Forces Démocratiques de Libération du Rwanda
INPP	Institut National de Préparation Professionnelle
IRC	International Rescue Commite
OCHA	Nations Office for Coordination of Humanitarian Affairs
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OXFAM	Oxford Committee for Relief Famine (Groupe d'organisations non gouvernementales indépendantes).
MONUSCO	Mission des Nations Unies pour la Stabilisation au Congo
PDA	Participation et Développement des Adolescents
PEAR+	Programme Elargi d'Assistance aux Retournés plus
PNEP	Programme National de l'Education Primaire
PNRS	Programme National de Rattrapage Scolaire
STAREC	Stabilisation et Reconstruction de l'Est de la RD Congo
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'Enfance
UNSSS	United Nations Security and Stabilization Support Strategy
USAID	United State Agency for International Development
VIH/SIDA	Virus de l'Immuno déficience Humaine / Syndrome d'Immuno Déficience Acquis

Tables des matières

Acronymes	i
Tables des matières	ii
Résumé exécutif	3
Plan du rapport	6
I. Introduction Générale.....	7
1.1. Contexte et justification	7
1.2. Objectifs de l'évaluation à mi-parcours	8
1.3. Méthodologie	8
1.4 Critères d'évaluation	11
1.5 Difficultés rencontrées	12
1.6 Présentation des 3 projets composant le projet BEED.....	13
II. Résultats de l'évaluation.....	15
2.1 Pertinence du Projet BEED	15
2.2 Contraintes à la mise en œuvre du projet BEED.....	16
2.3 EFFICACITÉ	18
2.4 PÉRENNITÉ	35
2.5 LEÇONS APPRISES	37
III. Conclusion générale et recommandations.....	38
3.1 Conclusion Générale	38
3.2 Recommandations	40
Annexes	42
A.2 Questionnaires d'enquête	46

Résumé exécutif

1. En octobre 2008, l'UNICEF en collaboration avec ses partenaires et l'appui financier de l'USAID, a lancé le projet BEED (Basic Education in Eastern, DRC) pour faciliter l'accès à l'éducation aux enfants et aux adolescents déplacés en âge de scolarisation dans les zones de retour dans 4 provinces l'Est de la RDC : Nord-Kivu, Sud Kivu, Province Orientale (Ituri), et Katanga (Kalemie).
2. Au mois de décembre 2010, l'Unicef a lancé une offre pour l'évaluation à mi parcours du projet BEED à travers ses 3 sous composantes à savoir : le projet « *Développement Intégré du Jeune Enfant (DIJE)* », le projet « *Enseignement Primaire de Qualité (EPQ)* » et le projet « *Participation et Développement des Adolescents (PDA)* » dans les zones de retour des 4 provinces ci-haut citées. Les groupes sociaux ciblés par le projet sont : les enfants d'âge préscolaire (3-5 ans), les enfants d'âge scolaire (6-11 ans), les jeunes et adolescents (12-19 ans), les enseignants et encadreurs, les membres des comités des parents et les membres de la communauté. Le marché relatif à cette évaluation à mi parcours a été attribué à l'Association Congolaise pour le Suivi et l'Evaluation (ACoSE/ASBL)
3. La mission d'évaluation avait pour objectifs : (1) évaluer le niveau d'atteinte des résultats à mi-parcours en rapport avec les objectifs repris dans la proposition de projet ; (2) évaluer l'impact de la formation des agents de l'EPSP, du Ministère de la Jeunesse, des Affaires Sociales et des ONG sur la qualité de l'enseignement ainsi que la participation des adolescents ; (3) évaluer le rôle et l'apport de l'UNICEF ainsi que ses partenaires d'exécution dans la mise œuvre du projet ; (4) identifier et analyser les contraintes rencontrées dans la mise en œuvre du projet ; (5) évaluer l'efficacité de l'utilisation des ressources ; et (6) formuler les recommandations en lien avec les leçons apprises.
4. La méthodologie utilisée pour cette évaluation a mis l'accent sur une approche participative qui a pris en compte des aspects liés au genre, au VIH/SIDA et à la participation des enfants et des communautés. L'ACoSE a déployé sur terrain une équipe de 4 consultants pour collecter des données et visiter les sites de mise en œuvre du projet. La mission de collecte des données s'est déroulée du 5 janvier au 15 février 2011.
5. L'évaluation a relevé certaines contraintes générales relatives à la mise en œuvre du projet BEED. Il s'agit entre autres : (1) des difficultés d'accès aux sites de mise en œuvre du projet ; (2) la pauvreté de la population et la faible implication des pouvoirs publics dans la satisfaction des besoins vitaux de la population ; (3) du problème de décalage observé entre la programmation des activités et leur début d'exécution sur le terrain à cause de la longueur des procédures financières et de décaissement de l'Unicef et (4) de l'existence des poches d'insécurité dans les provinces du Nord et Sud Kivu et Katanga .
6. De l'analyse des données collectées, il ressort que le projet BEED dans ses trois composantes est pertinent dans la mesure où les activités mises en œuvre, constituent un début de réponse à l'encadrement des enfants d'âge préscolaire, à l'amélioration de la qualité de l'éducation dans les écoles primaires et à la prise en charge des adolescents non scolarisés grâce à l'alphabétisation et l'apprentissage des

métiers. Ainsi, le projet BEED a permis la construction d'écoles, de CRS, de CEICA et d'ECEE, la fourniture de kits aux élèves, enseignants et facilitateurs et les formations dispensées aux élèves, adolescents, enseignants, facilitateurs, COPA, etc. De l'analyse des principaux indicateurs de performance (voir tableau 01), il se dégage que le taux de réalisation des activités est proche ou supérieur à 100% sauf pour la construction des salles de classes (52%) qui était en cours au moment de l'évaluation.

7. Les principaux résultats atteints par le projet DIJE sont : (1) le taux brut de scolarisation des enfants de moins de 6 ans dans les sites de mise en œuvre du projet est 25% alors que le taux au niveau national n'est que de 3% ; (2) la performance remarquable en premier primaire des enfants issus des ECE comparativement aux autres (3) l'évolution positive de la perception de la population au sujet de l'utilité de la scolarisation préscolaire (4) et l'amélioration des conditions d'encadrement des enfants dans les sites où les ECE sont construits
8. Le projet EPQ a quant à lui atteint les résultats suivants : (1) l'augmentation des effectifs des élèves dans les écoles réhabilitées ; (2) le renforcement de capacités des enseignants grâce aux formations suivies ; (3) l'amélioration notable des conditions de travail dans les écoles réhabilitées ; (4) grâce au projet, 35% des ménages qui avaient des enfants non scolarisés avant la mise en œuvre du projet EPQ, les ont scolarisés ; (5) grande satisfaction des ménages (85% des ménages) de l'apport du projet EPQ dans la scolarisation de leurs enfants (6) et satisfaction des élèves (72,3%) de la qualité des kits reçus.
9. Les résultats atteints par le projet PDA sont : (1) les jeunes formés dans les techniques de communications sont aussi sollicités dans les radios communautaires locales grâce à la formation reçue dans le cadre du projet ; (2) Les adolescents formés aux métiers gagnent un revenu grâce à l'exercice de leurs métiers ; (3) le dialogue intra-communautaire entre les jeunes et les adultes sur les questions vitales est amorcé; (4) l'existence des espaces d'animation pour les jeunes et animer par eux même dans les radio communautaires ; (6) les émissions animées par les jeunes sont beaucoup suivies par la communauté , et les problèmes des jeunes sont de plus en plus abordés.
10. Quant à la pérennisation des acquis du projet BEED, elle risque d'être compromise par 3 éléments qui figurent parmi les contraintes de mise en œuvre de ce projet. Il s'agit des difficultés financières qu'éprouvent les parents à scolariser leurs enfants, de la faible implication de l'Etat congolais dans le financement des secteurs sociaux en général et de l'éducation en particulier et du déficit de communication constaté parfois entre la communauté et les partenaires de mise en œuvre du projet.

Tableau 01 : Les indicateurs de performance du projet BEED

N°	Indicateur de performance	Cible/ planifié	Réalisé (2009-2011)	Féminin	Masculin	Taux de réalisation
1	Nombre des élèves inscrits au pré-primaire(ECE) ou école similaire appuyé en objets classiques par le Projet	30 000	29 388	15 944	13 444	98%
2	Nombre des élèves inscrits à l'école primaire ou école similaire appuyé en matériels scolaires par le projet	200 000	444 989	200 023	244 966	222%
3	Nombre des manuels, matériels didactiques et matériels d'apprentissage fourni par le projet	339 648	430 987			127%
4	Nombres des administrateurs et personnel de la fonction publique formés (Non planifié)		677	45	632	
5	Nombre des enseignants et encadreurs formés par le projet	6 000	8 514	3 035	5 435	142%
6	Nombre des salles des classes réhabilitées avec l'appui du projet (les constructions sont en cours)	355	185			52%
7	Nombre des élèves inscrits à l'école secondaire ou école similaire appuyé en matériels scolaires par le projet	100 000	176 586	84 420	92 166	177%
8	Nombre des apprenants adultes inscrits appuyé en objets classiques par le projet	476	479	279	200	101%
9	Nombre des associations (comités) des parents ou structures officielles similaires appuyés	1 400	1569	524	1045	112%

Plan du rapport

1 Introduction Générale

2 Résultats de l'évaluation

- Pertinence
- Contraintes de mise en œuvre
- Efficacité
- Pérennité
- Leçons apprises

3 Conclusion et Recommandations

I. Introduction Générale

1.1. Contexte et justification

11. Avec le déroulement des premières élections démocratiques en République Démocratique du Congo (RDC) en 2006, il y a eu un retour progressif des déplacés internes et externes dans le pays. Selon OCHA, jusqu'en octobre 2008, 1,5 million des déplacés sont retournés chez eux spontanément. Toutefois les conditions de vie dans les zones de retour restent toujours précaires et les besoins d'assistance au retour pour l'intégration et la relance communautaire restent énormes. Pour stabiliser l'Est du pays, l'Organisation des Nations Unies a lancé le programme UNSSSS (UN Security and Stabilisation Support Strategy), en 2008. En juin 2009, le gouvernement de la RDC a lancé un plan de Stabilisation et Reconstruction de l'Est de la République Démocratique du Congo (STAREC) pour la stabilisation des communautés affectées par les conflits.
12. Pour assister le gouvernement à atteindre ses objectifs, UNICEF a lancé le programme Elargi d'Assistance aux Retournés Plus (PEAR+) qui soutient le retour durable des personnes déplacées par la fourniture d'un paquet intégré d'assistance (Santé, Eau Hygiène et Assainissement, Education et Protection) pour le relèvement des communautés d'accueil et le soutien de la relance communautaire afin d'assurer la transition entre les urgences, la réhabilitation et le développement. Ceci est une prolongation du programme PEAR qui depuis 2006 fournissait l'aide humanitaire dans les zones de retour, faisant un lien important entre l'assistance humanitaire et l'assistance de développement.
13. En octobre 2008, avec l'appui financier de l'USAID, l'UNICEF et ses partenaires (Ministère de l'EPSP, Ministère des affaires sociales, Ministère de la jeunesse et des sports, COOPI, AVSI, IRC et OXFAM) ont lancé le projet : Basic Education in Eastern DRC (BEED). L'objectif de BEED est de faciliter l'accès à l'éducation pour les enfants et adolescents déplacés en âge de scolarisation dans les zones de retour dans les 4 provinces : Nord-Kivu, Sud Kivu, Province Orientale (Ituri) et Katanga (Kalemie). Ce projet est un pilier important de PEAR+ en vue d'appuyer le retour des déplacés comme une première étape vers une solution durable. Ainsi, pour faciliter l'accès à l'éducation des enfants et des adolescents déplacés en âge de scolarisation dans les zones de retour, le projet poursuit les objectifs spécifiques suivants :
 - a) accroître les inscriptions et la participation des enfants vulnérables dans les espaces d'éveil communautaires, les écoles primaires, les centres de rattrapage scolaires et les programmes des adolescents ;
 - b) assurer des formations aux : (i) Facilitateurs DIJE, (ii) Enseignants primaires sur le PNEP, (iii) Facilitateurs de CRS sur le PNRS, (iv) Enseignants dans les écoles secondaires sur les modules sur la prévention du VIH/SIDA et la promotion de la paix et de la citoyenneté (v) Encadreurs de jeunes en leadership et dynamique des groupes, (vi) Pairs éducateurs en prévention des IST-VIH/SIDA et éducation à la paix et à la citoyenneté, (vii) Jeunes aux métiers et aux activités génératrices de revenu, (viii) aux adolescents en counselling (écoute active et orientation), (ix) Jeunes reporters en production des microprogrammes radiodiffusés, (x)

- Facilitateurs du programme éducation à la vie et alphabétisation, (xi) Comité des parents pour les espaces d'éveil, écoles primaires et centres de rattrapage, (xii) Formateurs de club d'écoute, (xiii) Participants/animateurs des clubs d'écoute ;
- c) réhabiliter/reconstruire et équiper les salles de classe et les latrines dans les ECE, les écoles primaires, les centres de rattrapage scolaire les Centres d'Ecoute et d'information convivial pour les adolescents ;
 - d) distribuer les intrants scolaires et autres aux élèves, enseignants, adolescents et écoles ;
 - e) assurer la mobilisation sociale en faveur de la scolarisation des enfants et des activités menées dans les zones de retour pour une meilleure appropriation du projet.
14. Les groupes sociaux ciblés par le projet sont : les enfants d'âge préscolaire (3-5 ans), les enfants d'âge scolaire (6-11 ans), les jeunes et adolescents (12-19 ans), les enseignants et encadreurs, les membres des comités des parents et les membres de la communauté.
15. Dans la formulation du projet BEED, UNICEF et le bailleur USAID ont trouvé nécessaire d'inclure des évaluations d'activités pour les trois projets: le projet « Développement Intégré du Jeune Enfant (DIJE) », le projet « Enseignement Primaire de Qualité (EPQ) » et le projet « Participation et Développement des Adolescents (PDA) » dans les zones de retour des 4 provinces précitées.

1.2. Objectifs de l'évaluation à mi-parcours

16. Les objectifs poursuivis par l'évaluation à mi- parcours de BEED sont :
- a. Evaluer le niveau d'atteinte des résultats à mi-parcours en rapport avec les objectifs repris dans la proposition de projet ;
 - b. Evaluer l'impact de la formation des agents de l'EPSP, du Ministère de la Jeunesse, des Affaires Sociales et des ONG sur la qualité de l'enseignement ainsi que la participation des adolescents ;
 - c. Evaluer le rôle et l'apport de l'UNICEF ainsi que de ses partenaires d'exécution dans la mise en œuvre du projet ;
 - d. Identifier et analyser les contraintes rencontrées dans la mise en œuvre du projet ;
 - e. Evaluer l'efficacité de l'utilisation des ressources ;
 - f. Formuler les recommandations en lien avec les leçons apprises.

1.3. Méthodologie

17. La présente évaluation étant à mi parcours, les évaluateurs ont mis l'accent sur une approche participative afin d'intégrer les avis et considérations de toutes les parties prenantes sur la conception et la mise en œuvre du projet et d'éviter que l'évaluation ne soit perçue comme une sanction venant de l'extérieur. C'est ainsi que tout au long du processus, les consultants ont veillé à la participation effective de toutes les parties prenantes au projet (USAID, UNICEF, Ministère de l'EPSP, Ministère des Affaires Sociales, Ministère de la Jeunesse et des Sports, COOPI, AVSI, IRC, OXFAM, enfants, adolescents, jeunes, comités de parents, parents, enseignants, communautés, responsables politico-administratifs et religieux). Cette méthodologie a pris également en compte les aspects liés au genre. Les données quantitatives et qualitatives y relatives ont été collectées, pour permettre aux évaluateurs de se faire

une idée juste de la mise en œuvre du projet. Dans le cadre de la présente évaluation, les techniques suivantes ont été utilisées : l'analyse documentaire, les entretiens semi-structurés, les groupes de discussions dirigées (focus groups) et l'observation directe à travers des visites de sites.

Analyse documentaire

18. L'analyse documentaire a fourni une perspective historique des activités mises en œuvre pour apprécier des changements induits par le projet. La mission, menée dans les quatre sites d'exécution du projet BEED, s'est faite une idée juste sur l'évolution historique et les résultats du projet en se référant aux documents du projet (documents de référence, rapports techniques, principaux documents de politiques nationales, etc.) sous format papier, électronique, photographique ou vidéo. La revue documentaire a consisté à rassembler et à analyser ces documents. Et les résultats de ces analyses ont permis d'apprécier le niveau de réalisation des objectifs (indicateurs) du projet.

Observation directe

19. Grâce à l'observation directe des renseignements utiles ont été recueillis lors des visites dans les sites d'exécution du projet. L'observation directe a permis de mieux apprécier l'implication des parties prenantes, de mieux comprendre le processus de mise en œuvre du projet, les difficultés rencontrées ainsi que l'appréciation des bénéficiaires.

Entretiens directs et groupes de discussions dirigées (focus group)

20. Pour compléter les informations collectées par l'analyse documentaire et l'observation directe, les évaluateurs ont organisé des focus group et rencontré des personnes impliquées dans la mise en œuvre du projet BEED dans les quatre sites, à savoir : Nord Kivu, Sud Kivu, Ituri (Province Orientale) et Kalemie (Katanga). Ces entretiens individuels et en focus group se sont déroulés à travers un jeu de questions d'ordre général, complété par d'autres questions plus spécifiques par rapport à chaque catégorie de parties prenantes.

Données quantitatives

21. L'évaluation a prévu 4 instruments de collecte des données quantitatives. Il s'agit des questionnaires suivants : ménage, enseignant/facilitateur, élève et adolescent. Tous les enseignants des écoles ciblées ont été interrogés. S'agissant des élèves, 3 classes par école ou centre de rattrapage scolaire ont été sélectionnées dans chaque site du projet parmi lesquelles, une classe du degré élémentaire, une du degré moyen et une autre du degré terminal. Dans chaque classe retenue, 15 élèves ont été sélectionnés aléatoirement faisant au total 45 élèves par école. Pour les ménages, 3 rues ont été sélectionnées au hasard par site et les habitations des rues sélectionnées ont été numérotées de 1 à N avant de procéder à un tirage systématique des 20 ménages de l'échantillon en déterminant au préalable le pas de sondage (K). Ce pas est obtenu en divisant le nombre total des ménages dans le site (N) par la taille de l'échantillon 20.

Tableau 1 : Nombre de questionnaires par type et par site

Type de questionnaires	Province Orientale (Ituri)	Katanga (Kalemie)	Nord Kivu	Sud Kivu	Ensemble
Ménage	103	100	100	100	403
Enseignant	41	49	21	89	200
Elèves	100	108	54	108	370
Adolescent	22	84	42	63	211
Ensemble	266	341	217	360	1184

22. Dans l'ensemble, 1184 questionnaires ont été remplis et ils se répartissent comme suit : 403 questionnaires ménage, 200 questionnaires enseignant et facilitateur, 370 questionnaires élève et 211 questionnaires adolescent. La répartition des questionnaires par province est reprise dans le tableau ci-dessous. Il faut toutefois noter que le faible effectif d'adolescents en Ituri s'explique par le fait qu'au moment de l'évaluation, la formation en alphabétisation et aux AGR avait déjà pris fin et les adolescents qui pour la plupart n'habitent pas dans les environs des centres d'alphabétisation et de métier avaient regagné leurs occupations antérieures en attendant la remise des kits d'insertion. D'où la difficulté de les interviewer. Quant au faible effectif d'enseignants au Nord Kivu, il avait été prévu d'interviewer dans chaque site les enseignants du primaire ainsi que ceux des CRS. Il s'est avéré qu'au Nord Kivu, on trouvait dans le site soit le CRS ou l'école primaire et pas les deux à la fois.

Données qualitatives

23. Les données qualitatives collectées sur le terrain proviennent des entretiens et des focus group. Les entretiens ont été réalisés avec les partenaires du projet, les directeurs d'écoles, les personnes chargées de la mise en œuvre du projet à l'Unicef, les chefs de groupement, etc. Les focus group étaient organisés avec des groupes de 7 à 12 personnes et ont concerné les catégories suivantes : Elève, Adolescent, Jeune reporter, Pair éducateur, Enseignant, Facilitateur (formateur), Comité des parents, Communauté, Artisan formateur, Encadreurs ECE, Membres CEICA, Leader communautaire et partenaires locaux (Association, ONG, Eglise). Au total, 160 focus group ont été organisés durant la collecte des données fournissant la situation dans chaque province. Le tableau 2 suivant présente la situation de focus group dans chaque province ainsi que la catégorie des personnes ayant participé à ces groupes de discussions dirigées.

Tableau 2 : Répartition des focus groups par province et selon la catégorie des participants

Catégorie	Province Orientale	Nord Kivu	Sud Kivu	Katanga	Total
Elève	6	6	9	9	30
Adolescent	4	8	7	9	28
Jeunes reporter, pair éducateur		3		4	5
Enseignant	4	4	4	4	16
Facilitateur (formateur)	4	2	3	4	13
Comité de parents	4	4	4	4	16
Communauté	4	4	4	4	15
Artisan formateur	4	3	1	3	11
Encadreurs ECE	4	1	3	2	11
Membres CEICA	1			1	3
Leader communautaire et partenaires locaux (Association, ONG, Eglise)	1	4	3	5	12
Ensemble	36	40	38	46	160

24. Les données collectées auprès de ces différentes sources ont été triangulées. Outre la triangulation des points de vue des acteurs, l'évaluation a pris en compte l'approche genre et les réalités culturelles dans chaque site.

Choix des sites de l'évaluation.

25. Le choix de site de l'évaluation s'est fait en fonction de la concentration et de la convergence des activités des projets et de l'accessibilité des sites. En effet, les sites ayant au moins deux activités différentes et qui sont accessibles ont été sélectionnés. Le tableau 3 ci-après nous donne l'état de la situation.

Tableau 3 : Répartition des sites sélectionnés par province

Sud-Kivu	Ituri	Nord-Kivu	Nord-Katanga (Kalemie)
1. Ikoma	1. Bambu	1. Kyondo	1. Kalemie
2. Ciherano/ Lurhala	2. Banana	2. Beni	3. Mulanga
3. Bunyakiri	3. Zengo	3. Oicha	4. Tumbwe
4. Bitale	4. Dala	4. Butembo	5. Tabac Congo

1.4 Critères d'évaluation

26. L'évaluation s'est faite en tenant compte de la pertinence du projet et des activités, de l'efficacité et de l'efficience des interventions, de l'impact auprès des bénéficiaires et de la durabilité des interventions, mais aussi de l'attention que le projet a accordée aux aspects du genre.

1. Pertinence

27. L'appréciation de la pertinence du projet s'est faite à travers l'examen des différents résultats obtenus en fonction des besoins, politiques et priorités au niveau provincial et national; des besoins et priorités des bénéficiaires cibles (contexte local

du programme contenu dans les documents de planification stratégique : DSCRП de la RDC, DSCRП -provincial, PAP, Plans de développement provinciaux); des politiques et priorités des Nations Unies en RDC (UNDAF/CAF), des politiques, priorités et mandat de l'UNICEF en RDC. L'analyse s'est aussi préoccupée de relever tout changement intervenu dans le contexte durant la mise en œuvre du projet.

2. Efficacité

28. En rapport avec l'efficacité, il a été question de vérifier la capacité du projet à atteindre les résultats escomptés. L'évaluation a donc apprécié dans quelle mesure le projet est en passe de contribuer aux effets directs et à l'impact escompté. De plus, l'évaluation s'est intéressée au degré de satisfaction par les bénéficiaires des avantages générés par le projet. Des questions ont été orientées dans le sens d'aider les consultants à obtenir des informations fiables à ce sujet.

3. Efficience

29. L'appréciation de l'efficience de ce projet a consisté à mesurer la « productivité » de son intervention. Elle a évalué les résultats obtenus en relation avec les dépenses engagées et les ressources utilisées par le projet. L'analyse a été centrée sur la relation entre la quantité, la qualité et la fourniture en temps opportun des intrants, à savoir : le personnel, les consultants, les voyages, la formation, l'équipement et les dépenses accessoires, et d'autre part la quantité, la qualité et la fourniture en temps opportun des produits.

4. Pérennité

30. A travers la durabilité, l'appréciation du projet a permis de déterminer la capacité du projet à maintenir les avantages générés par le projet dans le temps et dans l'espace après la fin du projet. La mesure dans laquelle les résultats du projet pourraient avoir des effets durables après le retrait des ressources externes de l'UNICEF.

1.5 Difficultés rencontrées

31. L'accessibilité de certains sites, l'éparpillement des ménages et l'insécurité sont les principaux problèmes rencontrés lors de l'évaluation. En effet, le problème d'accessibilité s'est posé à tous les évaluateurs dans certains sites. A Kalemie, le site de Tumbwe est difficilement accessible parce que la route est totalement impraticable. Aussi, il y a une quasi-inexistence de moyens de transport en commun dans certains sites et la moto reste un moyen de transport par excellence. Il y a donc lieu ici, d'apprécier les efforts consentis par les différents bureaux de l'Unicef pour les facilités de transport accordées aux évaluateurs.

32. La mobilité de certaines personnes ciblées a posé un sérieux problème dans la mesure où, pour la plus part des cas, ces personnes vont aux champs et ne regagnent le village que le soir. De plus, certaines personnes habitent le centre cible (ex. Kalemie) alors que leurs principales activités sont localisées dans les villages souvent lointains.

33. Le problème de sécurité est particulièrement important au Nord et Sud Kivu. En effet, au Sud Kivu à cause de l'insécurité, la population de Bitale, par exemple, passe la journée dans le centre et vers 18 heures elle ferme les maisons pour passer la nuit en brousse afin de fuir d'éventuelles incursions des FDLR et Interahamwe se trouvant dans les forêts environnantes. C'est ainsi que, des précautions étaient prises pour que le travail soit rapidement réalisé afin de quitter le site avant la tombée de la nuit. Au nord Kivu, l'évaluateur a été obligé de prendre l'avion pour éviter de traverser le parc de Virunga, infesté de miliciens, qui sèment l'insécurité dans la région. De plus, a-t-il renoncé de se rendre dans certaines zones d'intervention d'Oxfam car il ne pouvait y accéder sans escorte. Par contre, en Ituri et à Kalemie, la situation sécuritaire était calme.

1.6 Présentation des 3 projets composant le projet BEED

34. Le projet *Développement Intégré du Jeune Enfant* (DIJE) a pour objectifs : (1) Accroître les inscriptions et la participation des enfants vulnérables dans les espaces communautaires d'éveil et la distribution des Kits ; (2) Assurer la formations des facilitateurs DIJE et des membres des comités des parents des ECE ; (3) Réhabiliter et construire les salles de classes, des latrines et des points d'eau ; (4) Assurer la mobilisation sociale au niveau des communautés au sujet des inscriptions dans les ECE. En vue d'atteindre ces objectifs, les activités suivantes ont été prévues : (i) Construction des ECE ; (ii) Formation des encadreurs ECE ; (iii) Formation des membres des comites des parents des ECE ; (iv) Distribution de kits scolaires aux enfants et aux encadreurs ; (v) Sensibilisation pour l'éducation préscolaire des enfants et la prise en charge communautaires des encadreurs.
35. Le projet Enseignement Primaire de Qualité (EPQ) a pour objectifs (1) Accroître les inscriptions et la participation des enfants vulnérables dans les écoles primaires et les centres de rattrapage scolaire. Le projet apporte également un appui aux parents et aux écoles par la distribution des Kits scolaires, des kits pour enseignants et des kits sportifs ; (2) Assurer la formation des enseignants du primaire au Programme National d'Ecole Primaire (PNEP) ; des facilitateurs CRS au Programme National de Rattrapage Scolaire (PNRS) ; des adolescents aux métiers et activités génératrices de revenus ; des membres des comités de parents des écoles primaires et des CRS ; (3) Réhabiliter et construire des salles de classes, des latrines et des points d'eau ; (4) Assurer la mobilisation sociale au niveau des communautés au sujet des inscriptions à l'école primaire. En vue d'atteindre ces objectifs, les activités suivantes ont été prévues : (i) Construction des écoles primaires et des centres de rattrapage scolaire dotés des latrines ; (ii) Formation des enseignants des écoles primaires (PNEP, gestion d'une classe, etc.) ; (iii) Formation des encadreurs des CRS (module PNRS) ; (iv) Formation des membres de COPA dans les écoles primaires et les CRS (module cogestion d'une école).
36. La composante Participation et Développement des Adolescents (PDA) a pour objectifs : (1) Accroître les opportunités pour les adolescents d'être réinsérés dans la vie socio-économiques à travers des activités éducatives, ludiques et dotation de métier ; (2) Assurer la formation des encadreurs des jeunes en leadership et dynamique de groupe, des pairs éducateurs en prévention des IST/VIH/SIDA et éducation à la paix et à la citoyenneté ; des jeunes en production de

microprogrammes radiodiffusés ; des facilitateurs du programme éducation à la vie et alphabétisation ; des formateurs et participants/animateurs des clubs d'écoute et organiser des sessions de counseling et (3) Réhabilitation et construction de Centres d'Ecoute et d'Information Conviviaux pour les Adolescents (CEICA). En vue d'atteindre ces objectifs, les activités suivantes ont été prévues : (i) construction de CEICA ; (ii) formation des enseignants des écoles secondaires et des encadreurs des jeunes ainsi que les pairs éducateurs en prévention des IST-VIH/SIDA et Education à la paix et à la citoyenneté ; (iii) sensibilisation des adolescents sur les modes de prévention des IST-VIH/SIDA ; (iv) formation des adolescents non scolarisés en alphabétisation fonctionnelle ; (v) formation des adolescents aux métiers et activités génératrices de revenus ; (vi) formation des adolescents reporters en techniques de communication audiovisuelle, clubs d'écoute, dialogue intergénérationnel, production de micro programmes, session de counseling, etc.

II. Résultats de l'évaluation

2.1 Pertinence du Projet BEED

37. Le projet « *Développement Intégré du Jeune Enfant (DIJE)* » par l'encadrement qu'il assure aux enfants dont l'âge varie entre 3-5 ans, permet de les préparer à aborder de manière fructueuse le cycle primaire du fait que les enfants seront déjà habitués à évoluer dans un environnement autre que familial. Les activités auxquelles les enfants participent dans le cadre de ce projet permettent le développement de leur éveil et de leur intelligence. Aussi, pendant que les enfants participent aux activités des ECE, les parents peuvent vaquer tranquillement à leurs occupations. Cependant, dans la conception du projet DIJE, la communauté devrait prendre en charge le coût lié au fonctionnement du projet mais compte tenu de l'état de pauvreté généralisée, il n'est donc pas étonnant de constater le refus des parents de s'impliquer financièrement. A Butembo, certains parents contactés, ont déclaré ce qui suit : « *Pourquoi payer alors que pendant la sensibilisation, les éducatrices nous ont parlé de la gratuité. S'ils continuent à exiger les frais pour la scolarité, nous allons tout simplement retirer nos enfants de l'ECE* ». Cette attitude s'explique par le fait que l'éducation préscolaire n'est pas la préoccupation première de la communauté qui quoique consciente des avantages que procurent une éducation précoce, se soucie plus de la scolarisation des enfants de plus de 5 ans.
38. Le Projet « *Enseignement Primaire de Qualité (EPQ)* » est pertinent en RDC et particulièrement à l'Est dans la mesure où tous les enfants d'âge scolaire ne fréquentent pas nécessairement l'école. La scolarité n'étant pas gratuite, les enfants qui fréquentent l'école peuvent, à tout moment, abandonner à cause principalement des difficultés qu'éprouvent leurs parents à payer les frais scolaires. De plus, l'environnement dans lequel évoluent les enfants n'est pas de nature à leur permettre de bien assimiler la matière. En effet, les bâtiments scolaires sont délabrés ou inexistantes, les sanitaires sont inexistantes et l'indisponibilité de matériel didactique est fréquente. Les enfants n'ont pas de manuels et sont assis à même le sol ou sur des pierres. Quant aux enseignants, ils sont démotivés, certains n'ont pas de qualification requise pour enseigner ou ont des lacunes qui nécessitent des formations de recyclage pour les combler. La quasi-totalité d'écoles ne disposent pas de moyens financiers pour le recyclage de leurs enseignants et, souvent, l'absence de matériels didactiques au niveau des écoles est courante. Dans un tel contexte, le projet *EPQ* est une réponse appropriée, quoique limitée, pour améliorer tant soit peu la scolarisation dans les sites ciblés par le projet. En effet, par la construction et l'équipement des salles de classe, la construction des sanitaires, la formation des enseignants, la formation des élèves et la récupération à travers les centres de rattrapage scolaire des élèves ayant abandonné leurs études, l'UNICEF, à travers ce projet, propose un début de solution au problème de scolarisation en RDC.
39. La pertinence du projet « *Participation et Développement des Adolescents (PDA)* » se justifie par le fait que dans les zones de retour en Ituri, l'exploitation minière est la principale activité qui occupe les jeunes et cette exploitation se fait dans des conditions difficiles qui peuvent compromettre la santé et l'épanouissement des jeunes qui s'adonnent à cette activité. De plus, l'argent généré par cette activité est dépensé dans la consommation de l'alcool et de la drogue qui sont à la base de

certaines fléaux sociaux, caractéristiques des zones minières, tels que le développement de la prostitution chez les jeunes filles, la présence des IST, le tabagisme, l'alcoolisme. Une façon pour cette catégorie de la population de jouir tant soit peu des bénéfices que génère l'exploitation minière en Ituri.

40. Au Katanga, par contre, il y a accroissement des relations sexuelles non protégées qui aboutissent aux grossesses précoces. Les mariages précoces sont courants et cela survient dans un contexte caractérisé par l'absence de dialogue entre enfants et parents surtout sur des questions tabou touchant au sexe. Dans les provinces du Nord et du Sud-Kivu, les différentes guerres qu'ont connues ces deux provinces ont eu un impact négatif chez les jeunes en général. Ils ont été enrôlés de gré ou de force dans les unités combattantes de plusieurs milices et forces armées. Ainsi, ils ne peuvent fréquenter l'école, soit parce qu'ils ont dépassé l'âge requis pour accéder au primaire ou parce que leurs parents ne disposent pas de moyens financiers suffisants pour les scolariser. Ces guerres ont perduré particulièrement dans certains sites comme Bunyakiri et Lurhala où étaient les fiefs des seigneurs des guerres (Mayi-Mayi). Cette situation est l'une des causes de l'analphabétisme des jeunes et de la recrudescence des antivaleurs (vol, terrorisme, prostitution, consommation du chanvre).
41. D'où la nécessité d'apprendre à ces jeunes gens des métiers qui leur permettront de gagner correctement leur vie en exerçant une activité utile socialement et rentable du point de vue économique. La formation des jeunes aux activités génératrices de revenu exige la maîtrise des notions élémentaires de lecture, de calcul d'où la nécessité de les alphabétiser. Le projet s'exécute dans un contexte marqué par la violence, le viol et le VIH/SIDA et dont les victimes sont les jeunes. C'est pourquoi, il s'est avéré utile de mettre en place une structure d'écoute et d'encadrement des jeunes afin de prévenir tous ces maux.

2.2 Contraintes à la mise en œuvre du projet BEED

42. L'accès difficile aux sites de mise en œuvre du projet à cause du mauvais état des voies d'accès qui ne facilite pas l'acheminement des matériaux de construction ni le suivi des activités. Cette situation est exacerbée pendant la saison pluvieuse.
43. Le décalage observé entre la programmation des activités et leur début d'exécution sur le terrain à cause des longues procédures financières et de décaissement de l'Unicef mérite aussi d'être signalé. C'est le cas des kits pour adolescents formés aux AGR qui, jusqu'au moment de l'évaluation, n'avaient pas encore été livrés alors que l'activité s'est achevée en août 2010.
44. L'existence des poches d'insécurité dans les provinces du Nord et Sud Kivu et Katanga est une entrave à la scolarisation des enfants, la réhabilitation des écoles, la formation des enseignants et des parents ainsi que la supervision des activités mises en œuvre par le projet. Au Katanga dans le site Force Bendera à la frontière de la province du Sud-Kivu où la présence des FDLR-Interhamwe est toujours signalée, de même dans le site de Bunyakiri et Bitale dans la province du Sud-Kivu. Dans le Nord-Kivu, l'insécurité est réelle à tel point que les partenaires de mise en œuvre du projet sont souvent escortés par les militaires de la MONUSCO pour se rendre dans le site où sont exécutées les activités de BEED. Cette insécurité n'a pas permis le déroulement normal des activités, surtout celle du volet construction des écoles.

45. La pauvreté de la population et la faible implication des pouvoirs publics dans la satisfaction des besoins vitaux de la population font que les populations et les partenaires publics et privés attendent trop des partenaires techniques et financiers (PTF). Cela risque à terme de créer une culture de dépendance de la part des bénéficiaires, constituant ainsi un frein dans la pérennisation des activités qui nécessitent une forte implication de la communauté. De plus, les enseignants dont le salaire est modique abandonnent le secteur éducatif dès qu'une autre opportunité se présente. Ainsi, les investissements dont ils ont bénéficié en termes de renforcement de capacités sont perdus. La gratuité scolaire prônée dans la constitution et promise par le gouvernement n'est pas effective sur toute l'étendue de la RD. Congo.
46. Le déficit de communication de la communauté, a fait que ses attentes étaient au-delà de ce qui était prévu dans le cadre du projet du fait qu'elle n'était toujours pas bien informée des objectifs des projets mis en œuvre. Ce décalage entre les attentes de la population et les réalisations du projet risque de créer des frustrations.
47. Le faible de suivi des activités sur le terrain de la part de l'Unicef et des partenaires chargés de la mise en œuvre du projet est à relever aussi. Interviewés, ces partenaires ont reconnu cette faiblesse qui, selon eux, s'explique par le fait de l'éparpillement des sites de supervision, des difficultés d'accès à ces sites et des moyens logistiques insuffisants que l'Unicef leur octroie. A ce sujet, les encadreuses de l'ECE Butembo ont déclaré ce qui suit: « *Nous ne connaissons pas les agents de l'UNICEF impliqués dans le projet DIJE. C'est le maire-Adjoint de la ville qui joue le rôle d'interface entre l'UNICEF et nous* ».
48. L'absence d'une cantine pour les enfants des ECE. En effet, ces enfants viennent sans manger et au bout d'une heure, ils sont affamés, fatigués bien avant la fin de la séance. Cela entraîne un relâchement de l'attention et des pleurs. Dans un site du Sud-Kivu une maman encadreuse a déclaré: « *A quelques mètres de notre hangar se trouve une école primaire appuyée par Wold Vision à travers le programme de cantine scolaire. Pendant que les élèves de cette école mangent le fofou, les nôtres meurent de faim et pleurent beaucoup. Pour les calmer, il nous faut parfois nous endetter pour leurs acheter des beignets. Cette situation est difficile à gérer* ». Ce problème se pose dans tous les sites et dans une moindre mesure au Nord Kivu.
49. Le manque de motivation pour les encadreuses des ECE peut être résumé par les propos ci-après des encadreuses de l'ECE de Bambu en Ituri : « *Depuis le début, on ne perçoit même pas une prime alors que l'on nous l'a promise. Trois encadreuses se sont découragées et ont abandonné. Si cela continue, nous allons aussi abandonner à moins que les parents nous soutiennent financièrement. Il leur avait été demandé de contribuer ne serait-ce que pour 500 FC ou du savon. Mais, à part les militaires, très peu sont ceux qui paient. Pour les autres, c'est une activité de l'Unicef disent-ils, et cela devrait être gratuit* ». A Butembo, la situation des encadreuses ECE n'est guère meilleure : « *Nous habitons loin de l'ECE et venons à pieds. Le vélo donné par l'UNICEF est tombé en panne. Nous manquons même de quoi nous entretenir. Nous paraissions comme de vieilles mamans abandonnées. Nous ne pouvons donc pas continuer à travailler sans rémunération* ». Pour motiver les encadreuses, les parents de l'ECE Dala en Ituri ont décidé, au cours d'une réunion, de payer 1500Fc par enfant et par mois. Non seulement qu'aucun sou n'a

été versé au profit des encadreuses, mais pire, certains parents ont purement et simplement retiré leurs enfants de l'ECE. Dans le groupement d'Ikoma au Sud Kivu, les parents ont, en date du 16 mars 2010, adressé une lettre de doléances à l'Inspecteur chef de Pool IKOMA, avec copie réservée à l'UNICEF, pour demander la prise en charge des encadreurs de l'ECE. Cette démarche n'a pas abouti et lors de l'évaluation, 5 ECE sur 19 ECE (soit 26%) ne fonctionnaient plus. Les 14 ECE restant risquent de connaître le même sort.

50. La déperdition scolaire est importante à cause de l'exploitation de l'or et la culture de gain facile en Ituri. La scolarisation est un investissement rentable à long terme. Mais, face aux besoins présents et pressants à satisfaire, plusieurs jeunes préfèrent opter pour une activité à rentabilité immédiate telle que l'exploitation minière. A EP Dala, en première année, il y a 220 élèves alors qu'en 6^{ème}, il n'y en a que 48.
51. L'indisponibilité et la rareté de certaines ressources humaines au niveau local ont constitué aussi une contrainte importante. L'idéal aurait été d'utiliser les enseignants mais la formation des facilitateurs est intervenue pendant la période des cours et les directeurs ont refusé de libérer les enseignants. Aussi, en Ituri, les écoles catholiques interdisaient à leurs enseignants de participer à cette activité en dehors des heures de cours par ce que cela risque d'avoir des conséquences négatives sur leurs rendements scolaires. D'où la nécessité de les faire venir d'ailleurs avec le risque d'accroître le coût financier du projet. Mais l'avantage de cette approche est qu'elle a permis, grâce au projet, le transfert des connaissances.

2.3 EFFICACITÉ

52. L'efficacité d'un projet s'apprécie par sa capacité à réaliser les objectifs lui assignés. Dans le cadre du projet BEED, l'analyse des indicateurs de performance repris dans le tableau ci-dessous renseigne sur le niveau des résultats atteints dans la mise en œuvre du projet BEED en 2011.

Tableau 2.1 : Indicateurs de performance du projet BEED

N°	Indicateur de performance	Cible/ planifié	Réalisé (2009-2011)	Taux de réalisation
1	Nombre des élèves inscrits au pré-primaire(ECE)	30 000	29 388	98%
2	Nombre des élèves inscrits à l'école primaire ou CRS	200 000	424 916	212%
3	Nombre des manuels, matériels didactiques et matériels d'apprentissage fourni par le projet	339 648	430 987	127%
4	Nombres des administrateurs et personnel de la fonction publique formés (Non planifié)		677	
5	Nombre des enseignants et encadreurs formés par le projet	6 000	8 514	142%
6	Nombre des salles des classes réhabilitées avec l'appui du projet (les constructions sont en cours)	355	185	52%
7	Nombre des élèves inscrits à l'école secondaire ou autre infrastructure éducatives école similaire appuyé en objets scolaires par le projet	100 000	176 586	177%
8	Nombre des jeunes inscrits appuyé en objets classiques par le projet	476	479	101%
9	Nombre des associations (comités) des parents ou structures officielles similaires appuyés	1 400	1 569	112%

53. En effet, il ressort du tableau 2.1 qu'il y a des activités qui ont été réalisées complètement et d'autres qui l'ont été partiellement. L'activité inscription des enfants au niveau primaire et dans les CRS a réalisé une performance puisque son taux de réalisation est de 212%. Cette performance concerne également deux autres activités l'inscription au secondaire (117%) et l'inscription en pré primaire (98%) qui approche les 100%. Quant à la réhabilitation des salles de classe, son taux de réalisation est faible (52%). Cette faible performance s'explique par la difficulté d'accéder aux sites de construction, la pénurie de ciment (particulièrement à Kalemie) et la difficulté de trouver des entrepreneurs organisés et spécialisés dans la construction.

54. L'analyse de l'efficacité telle que décrite ci-dessus ne permet pas d'apprécier chaque composante du projet BEED étant donné que ces 9 indicateurs de performance sont globaux.

a) *Efficacité du Projet « Développement Intégré du Jeune Enfant (DIJE) »*

Tableau 2.2 : Indicateurs de performance du projet DIJE						
N°	Indicateur de Performance	(1) Cible/projet	(2) Réalisé en 2011	(3) Nombre de files	Nombre de garçons	Taux de réalisation 100*(2)/(1)
1	Nombre des élèves ECEs dotés des kits	30 000	21 459	11 550	9 909	72%
2	Nombre des encadreurs ECEs dotés des kits didactiques	858	558	261	141	65%
3	Nombre des salles des classes ECEs réhabilitées	15	6	--	--	40%
4	Nombre des ECEs équipés en matériels de cuisine	200	147	--	--	74%
5	Nombre des ECEs équipés en matériel Hygiénique	200	147	--	--	74%
6	Nombre des latrines ECEs réhabilitées	15	3	--	--	20%
7	Nombre des encadreurs ECEs formés	858	866	613	253	101%
8	Nombre des comités des parents ECEs formés en Centre management	500	500	144	356	100%

55. De l'analyse à mi-parcours des indicateurs de performance du projet DIJE, il ressort dans l'ensemble du tableau 2.2 que pour les activités de formations, le taux de réalisation est important (au moins 100%). Quant aux activités de réhabilitation, leur taux de réalisation est très faible ; 20% pour ce qui est de la construction des latrines et 40% pour la réhabilitation des salles de classe. Ainsi, les 2 autres activités relatives à l'équipement en matériel de cuisine et ne pouvaient débuter qu'à la fin de la réhabilitation des salles de classe. Par ailleurs, si la remise des kits aux enfants a été performante (72%) et celle des encadreurs des ECE l'a moins été (65%).

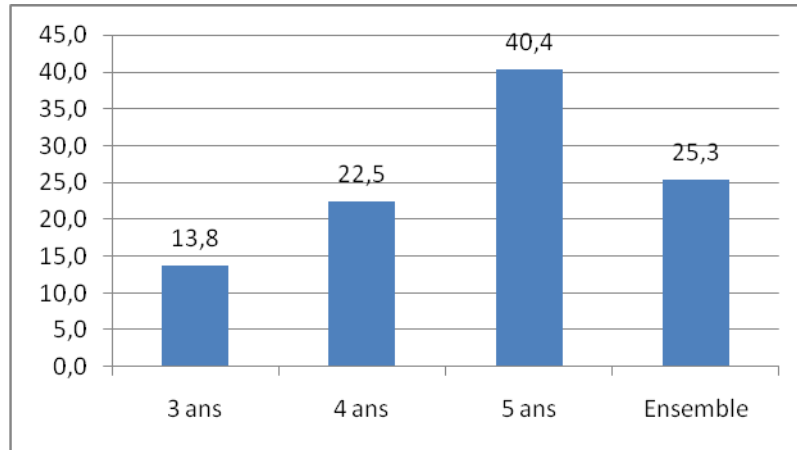
56. A propos de la construction des salles de classes ECE, la mission d'évaluation a constaté dans tous les 4 sites que les travaux de construction sont en cours et que

d'ici la fin du projet, ils seront achevés. En attendant, les ECE continuent à fonctionner sous les bâches. Au Sud Kivu, les conditions de travail des enfants et des encadreurs sont extrêmement difficiles. Les enfants s'assoient à même le sol, sans tableau noir comme à l'ECE Kalagwe à Ikoma. En Ituri, dans tous les sites visités, aucune salle de classe n'était achevée et à Bambu par exemple, les activités de l'ECE se passent en plein air sur les gradins d'un terrain de football et les enfants ne sont pas du tout protégés contre les intempéries. A Kalemie, les travaux de réhabilitation de l'ECE Kitchanga sont en cours et au moment de l'évaluation, l'état d'avancement des travaux était de 45%. A Butembo, au Nord Kivu, la construction de l'ECE se trouvait au niveau de la charpente et les enfants de l'ECE utilisent les mêmes salles de classes que les élèves du niveau primaire. Les conditions d'enseignement sont assez difficiles à la fois et pour les enfants que pour les encadreuses.

57. En ce qui concerne la distribution des kits enfants, il a été constaté sur le terrain qu'au Sud Kivu, le retard dans la livraison des kits matériels a entraîné des difficultés considérables dans le fonctionnement des ECEs. La distribution des kits n'est pas faite de façon adéquate car il n'existe pas de critère de répartition et plusieurs conflits existent entre les superviseurs et les encadreurs à ce sujet. De plus, l'Unicef n'assure pas le suivi de cette distribution. L'entrepôt où sont déposés les kits pour les enfants est éloigné par rapport aux sites de mis en œuvre du projet et les encadreurs qui travaillent bénévolement ne peuvent prendre en charge les frais de transport pour récupérer ces kits. C'est le cas par exemple des ECEs de Ciherano/Lurhala qui n'ont pas encore récupéré les kits matériels qui ont été déposés à Mugogo. Outre le problème de kit certains items n'ont pas été livrés dans certains sites. Dans les autres provinces, la mission d'évaluation a effectivement constaté que les kits enfants ont été distribués quoique son contenu ne soit pas différent du kit offert aux élèves du primaire.
58. Quant à la distribution du kit pour encadreurs ECE, il faut relever qu'au Nord Kivu, le Kit didactique mis à leur disposition est non approprié et libellé en anglais. Les encadreuses rencontrées ne connaissent pas le nom en français d'un nombre important d'objets mis à leur disposition ni comment les utiliser dans différentes leçons qu'elles assurent. Souvent, ces matériels sont cédés aux enseignantes du primaire. De plus, il se pose un problème de renouvellement de stock, notamment des craies, de stylos, etc. Une encadreuse a clairement déclaré ce qui suit: « *Nous recourrons souvent, à l'école primaire pour nous réapprovisionner en craies* ». Dans les autres sites d'évaluations par contre, outre le problème de renouvellement de stock (craies, stylos), certains encadreurs n'ont pas encore réceptionné leurs Kits.
59. La formation des encadreurs s'est bien déroulée dans tous les sites et grâce à la sensibilisation, les ECE ont enregistré un afflux d'enfants. Au Nord Kivu, grâce aux sensibilisations assurées par les encadreuses et malgré le retard dans la construction, l'ECE de Butembo a connu cette année, une augmentation des effectifs. A la rentrée scolaire 2010-2011, l'ECE avait enregistré plus de 100 élèves. Malheureusement, de plus en plus, certains parents retirent les enfants par ce qu'ils ne sont pas en mesure de payer les frais de motivations des encadreurs. Au moment de l'évaluation, l'ECE comptait plus ou moins 75 enfants. L'ECE de Zengo (Ituri) et Katamwa (Kalemie) ont été carrément fermés parce que les encadreurs étaient démotivés. Les autres ECE risquent de connaître le même sort.

60. Pour pouvoir apprécier l'impact du projet dans la communauté, les données collectées lors de l'enquête quantitative légère¹ ont permis de calculer le taux net de scolarisation des enfants de 3 à 5 ans (Figure 2.1).

Figure 2.1 : Taux Brut de fréquentation des enfants de 3 à 5 ans



61. En effet, il ressort des analyses des données quantitatives (figure 2.1) que dans l'ensemble, le taux brut de scolarisation au niveau préscolaire est faible (25%), en d'autres termes, seulement un enfant de moins de 6 ans sur 4 fréquente. Par ailleurs, en considérant le taux net de scolarisation par âge spécifique, il s'avère que dans les sites visités, le taux de scolarisation croît avec l'âge. Si un enfant sur 10 est scolarisé à 3 ans, cette proportion est d'un enfant sur 5 à 4 ans et de 2 enfants sur 5 à 5 ans. Ces résultats sont à mettre à l'actif du projet BEED dans la mesure où au niveau national, le taux net de scolarisation est de 3%. Grâce au projet, les communautés qui sont conscientes des avantages d'une éducation précoce ont acceptés de s'impliquer dans le projet sans toute fois se l'approprier. En effet, les parents sont réticents à payer pour la scolarisation des enfants d'âge préscolaire.
62. Outre l'accroissement de la scolarisation des enfants de moins de 6 ans, il y a lieu de mettre au crédit du projet DIJE les éléments ci-après : (1) performance remarquable en premier primaire des enfants issus des ECE comparativement aux autres aux dires des enseignants au Sud Kivu); (2) évolution positive de la perception de la population au sujet de l'utilité de la scolarisation préscolaire grâce aux progrès constatés dans l'évolution des enfants ; (3) avoir réussie à mobiliser en peu de temps un nombre important d'enfants (13. 957 en 2010, soit près de la moitié de 30.000) et (4) avec l'achèvement imminent des classes des ECE, il y aura amélioration des conditions d'encadrement des enfants.

¹ Cette enquête a touché 403 ménages à raison de 100 ménages par site sauf en Ituri où on a enregistré 103 ménages

b) Efficacité du projet « Enseignement Primaire de Qualité (EPQ) »

	Indicateur de Performance	(1) Cible/ projet	(2) Réalisé 2011	(3) Nombre de files	Nombre de garçons)	Taux de réalisation 100*(2)/(1)
1	Nombre des élèves des écoles primaires et CRS bénéficiant un kit scolaire	200 000	424 916	192 295	232 621	212%
2	Nombre des enseignants des écoles primaires et CRS dotés des kits didactiques	6 000	4 683	913	3693	78%
3	Nombres des salles des classes des écoles primaires réhabilitées	240	155			65%
4	Nombre des salles des classes CRS réhabilitées	100	24			24%
5	Nombres des latrines écoles primaires réhabilités/construites	240	157			65%
6	Nombre des latrines CRS réhabilitées/construites	100	24			24%
7	Nombre des enseignants des écoles primaires formés en PNEP, éducation paix, gestion d'une salle de classe)	3 900	4 404	1417	2987	113%
8	Nombre des enseignants des CRS formés en Programme de Rattrapage Scolaire, gestion d'une classe, éducation paix	100	896	459	437	896%
9	Nombre des comités des parents des écoles primaires formés au management scolaire	500	545	160	385	109%
10	Nombre des comités des parents des CRS formés à l'importance de l'éducation formelle	400	524	220	304	131

63. L'évaluation à mi-parcours des activités du projet EPQ a révélé que dans la mise en œuvre de certaines activités, les cibles ont été dépassées. Il s'agit des activités de formation des enseignants de l'école primaire (113%), des enseignants des CRS (896%), la remise des kits aux élèves du primaire et des CRS (212%) et des comités de parents (131%). Les activités pour lesquelles le taux de réalisation est très faible et sur lesquelles une attention soutenue devra être accordée sont : la réhabilitation des salles de classe des CRS (24%) et la réhabilitation des toilettes des CRS (24%). Les activités moyennement performantes sont la réhabilitation des salles des classes des écoles primaires, des latrines et la fourniture des kits aux enseignants du primaire et des CRS (78%).

64. A propos des constructions, il a été constaté lors de la mission d'évaluation au Katanga que les travaux de construction des écoles n'avaient pas encore débuté. Les réhabilitations des écoles constatées sur le terrain sont l'œuvre du gouvernement provincial. Les travaux de construction des latrines sont en cours, mais avec les difficultés d'approvisionnement en ciment, les travaux ont connu un retard. A EP Moni, on a construit 7 blocs de latrines de 4 portes chacun avec une capacité

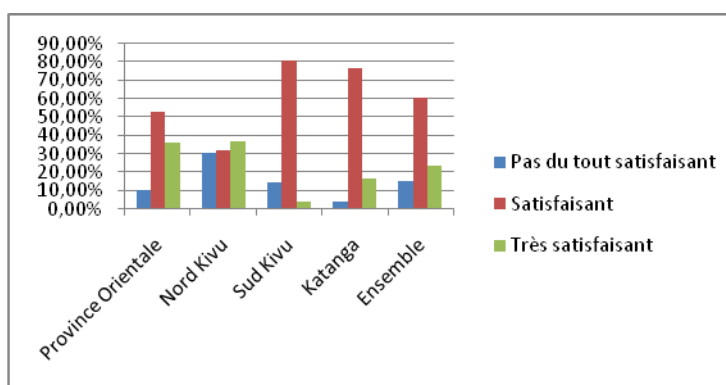
d'accueil de 1311 élèves (650 filles et 656 garçons). Au Nord Kivu, la construction de deux écoles et de tous les CRS était achevée, mais au moment de l'évaluation aucun édifice n'était remis aux bénéficiaires.

65. En Ituri, il a été constaté la construction des salles de classe en matériaux durables et la construction du bureau du directeur en bois (contribution communautaire). Ces salles de classe sont dotées de sanitaires séparés pour les filles et les garçons. Le projet n'a pas prévu de sanitaire pour les enseignants et la direction et ces derniers s'octroient une latrine des élèves ou utilisent les latrines traditionnelles. La construction des CRS à Dala, Zengo et Banana est en cours et les travaux sont avancés. Aucun CRS n'est opérationnel dans les sites visités.
66. Il faut toutefois signaler que dans tous les sites de l'Ituri, il se pose un problème de qualité des constructions. En effet, le pavement des classes n'est pas solide et commence déjà à s'abîmer, des fissures apparaissent sur les tableaux. De plus, les tableaux ne sont pas lisses et cela entraîne une grande consommation des craies. Cette situation résulterait de l'absence de sable de bonne qualité dans les différents sites de construction. A EP Dala, la toiture d'une classe suinte et à EP Alagi à Zengo, les eaux des pluies inondent les classes car le bâtiment scolaire est construit sur une pente et les portes donnent directement sur le versant de la pente. Aussi, en cas de pluie, l'eau entre à travers les fenêtres. A Dala, il a été constaté pendant le déroulement des travaux, l'absence prolongée de l'ingénieur et il semble que le mélange ciment sable n'était pas bon. Les propos recueillis à Zengo auprès des parents en disent long : *« Pendant l'exécution des travaux on avait remarqué les failles mais les maçons ne supportaient pas de critiques. Ils nous répondaient, on n'a pas signé de contrat avec vous. Et pourtant lors des formations, il nous a été demandé de suivre l'exécution des travaux afin de s'assurer que les travaux sont bien exécutés »*.
67. Au Sud Kivu, les maçons ont saisi les clefs des salles de classe d'Ikoma pour exiger leur paiement et plusieurs conflits existent entre les entreprises de construction et le partenaire AVSI à Bunyakiri. Les écoles de Bunyakiri (EP Mikonzi et EP Amkeni) sensées achevées, sont au niveau de la fondation et abandonnées par les entreprises de construction.
68. Dans tous les sites du projet, avec la réhabilitation des écoles, il y a eu augmentation des effectifs des élèves par rapport à l'année dernière. A Dala et à Banana (Ituri) par exemple, les anciennes salles de classe en terre continuent à abriter les salles de classe. Les élèves de 6^{ème} année de l'EP Dala étudient dans une église. Au Katanga, grâce aux campagnes de sensibilisation, on observe une nette tendance à la scolarisation des filles. Mais compte tenu du niveau de pauvreté des parents, si l'enseignement au primaire n'est pas gratuit, il serait difficile de garder toutes ces filles à l'école.

Tableau 2.4 : Présence dans les ménages des enfants scolarisés dans les écoles ou dans les CRS grâce au projet BEED				
	Oui	Non	Total	Effectif
Province Orientale	8,8%	91,2%	100,0%	103
Nord Kivu	28,0%	72,0%	100,0%	100
Sud Kivu	17,0%	83,0%	100,0%	100
Katanga	87,0%	13,0%	100,0%	100
Ensemble	35,1%	64,9%	100,0%	403

69. Pour apprécier l'impact du projet EPQ sur la scolarisation des enfants, il a été demandé aux parents s'il y avait dans le ménage des enfants scolarisés grâce au projet EPQ. Il se dégage de ce tableau 2.4, que sur les 403 ménages enquêtés, 35 % des affirment que le projet EPQ les a aidés à scolariser leurs enfants. Cette proportion est particulièrement importante au Katanga (87%) et faible en Ituri (8,8%). Ces résultats sont à mettre à l'actif du projet EPQ dans la mesure où par ses activités (réhabilitation, sensibilisation et remise des kits), les parents dont les enfants n'étudiaient pas ont décidé de les scolariser bien que le projet EPQ ne prend pas en charge la scolarisation des enfants.

Figure 2.2: Appréciation du projet BEED par les parents



70. Globalement près de 61% des ménages enquêtés sont satisfaits et 24 % sont très satisfaits de la mise en œuvre du projet (figure 2.2). Cette satisfaction est particulièrement importante au Sud Kivu et au Katanga. L'Ituri et le Nord Kivu enregistrant de niveaux élevés des ménages qui sont très satisfaits.

71. Quant aux formations assurées aux enseignants, il faut relever que le mérite du projet EPQ est d'avoir renforcé les capacités locales des encadreurs et des membres des comités des CRS. La formation des enseignants est axée sur le programme national d'école primaire et sur le programme national de rattrapage scolaire. Dans l'ensemble les enseignants sont très satisfaits des formations assurées par le EPQ et 72% d'enseignants interrogés² lors de l'enquête quantitative (tableau 2.5) estiment que l'impact de cette formation est important ou très important alors que 21,8 % le

² 196 enseignants du primaire et encadreurs des CRS dont 63,8% d'hommes et 36,2% de femmes ont été interviewés lors de l'enquête quantitative. La majorité de ces enseignants (86,2%) ont un niveau d'études secondaire et 8,7 ont atteint le niveau supérieur. La plupart de ces enseignants (83,7%) ont déclaré avoir suivi une formation dans le cadre du projet BEED.

juge moyen et pour le reste (6,1%) l'impact de cette formation est faible. Toutefois, pour les enseignants de l'Ituri, l'impact de la formation sur la qualité de l'enseignement est important dans les branches principales (mathématiques, français) du fait que les manuels sont disponibles. Par contre pour les branches secondaires (histoires, géographie, etc), l'impact y est faible à cause de l'indisponibilité de manuels. De plus, les enseignants souhaitent vivement bénéficier d'autres formations portant sur les thèmes suivants : formation pédagogique, élaboration du calendrier scolaire, éducation à la santé et à l'environnement, l'informatique et droits de l'homme et des enfants. Les pouvoirs publics et bailleurs des fonds intéressés par la problématique de l'éducation peuvent saisir l'opportunité pour doter les enseignants des manuels des branches secondaires et satisfaire leurs besoins de formation.

Tableau : 2.5 Appréciation des enseignants de l'impact des formations reçues sur la qualité de l'enseignement

Modalité	Pourcentage
Très faible	6,1%
Moyen	21,8%
Important	43,6%
Très important	28,5%
Total	100,0%
Effectif	196

72. L'importance de la formation des élèves et des enseignants sur la paix est illustrée par les propos du Directeur de l'école primaire de Bambu «*Cette formation est important compte tenu de la mentalité du milieu qui a été marquée par les affres de la guerre notamment la culture de viol qui s'est répandu ici. Cette formation a aidé à combattre cette culture et cela se remarque actuellement au niveau des rapports entre filles et garçons* ». Avec cette formation, il y a eu accroissement de sujets abordant les questions des violences perpétrées en Ituri. Toutefois, les châtiments corporels sont toujours appliqués. A ce sujet, au cours de l'année scolaire 2007-2008 à Dala, il y a eu un cas de fracture et l'enseignant a été exclu de l'école. D'après les enseignants, les punitions corporelles n'ont qu'un seul but : corriger et non faire souffrir les enfants

Tableau 2.6 : Résolution du problème de manque de matériel didactique par le projet BEED

Modalité	Pourcentage
Oui, totalement	10,1%
Oui, partiellement	89,1%
Non	0,7%
Total	100,0%
Effectif	196

73. Au Nord Kivu 49 enseignants du primaire ont été formés sur le programme national de l'enseignement primaire et ils sont très satisfaits de la formation reçue. Ces enseignants ont également été formés sur la fabrication des matériels didactiques en utilisant les matériaux locaux. Plusieurs types de matériels didactiques sont

disponibles au niveau des écoles primaires à savoir : les figures géométriques : cube, carré, rectangle, losange etc. Selon les élèves interrogés, la présence de ces matériels dans les salles de classe facilite la compréhension. A Kalemie par contre, le manque de matériels didactiques ne permet pas aux enseignants de bien dispenser les leçons se rapportant, par exemple, aux mesures de capacité. Ils fabriquent certains mais les mesures de capacité sont difficiles à fabriquer. Le problème de matériel didactique est crucial et lors de l'enquête quantitative près de 9 enseignants sur 10 pensent que le projet BEED à travers la distribution de Kit, n'aide qu'à résoudre partiellement le problème de manque de matériel didactique comme l'indique le tableau 2.6 ci-dessus. Cette opinion s'explique par le fait que le kit enseignant est pauvre. Aussi, lors du focus group, il s'est dégagé la nécessité de doter chaque enseignant d'un sac, d'un dictionnaire français et d'un exemplaire du PNEP.

74. Le projet EPQ a également formé 36 facilitateurs dans les zones de retour en programme national de rattrapage scolaire. Les comités de parents au sein des Centres de Rattrapage Scolaire ont été mis en place. Les apprenants rencontrés dans les CRS achevés à Mabapula (Oicha 2 et Mbao) ont déclaré : *« nous sommes satisfaits du fait que nous avons désormais nos propres bâtiments et nous pouvons étudier à l'abri des intempéries et toute en tranquillité car les cours ne seront plus délestés »*.
75. Au Sud Kivu, les enseignants ayant bénéficié des différentes formations ont exprimé leur satisfaction, beaucoup des lacunes ont été comblées. Les leçons dispensées dans les différentes salles de classe sont conformes au programme national. En ce qui concerne les CRS, il est à noter que la quasi-totalité des CRS ont cessé de fonctionner dans les 4 sites d'évaluation (Ikoma, Lurhala, Bunyakiri, Miti) puisque les CRS ne recevaient plus l'appui de l'Unicef. A Kalemie par contre, malgré la formation et l'appui en matériels didactiques, les enseignants dans le site Tabac Congo affirment que le projet EPQ n'a pas atteint ses objectifs car la formation était trop courte. En effet, prévue pour 4 jours, la formation n'a duré que 2 jours.
76. Concernant la distribution des kits aux élèves, elle a débuté à Kalemie entre fin novembre et début décembre 2010. Au moment de l'évaluation, certaines écoles n'avaient pas encore reçu les kits scolaires pour les élèves. Par ailleurs, la sous division de l'EPSP avait instruit les écoles de ne pas distribuer les Kits de l'Unicef aux élèves de 1^{er} à 3^{ème} car ils étaient sensés bénéficier de l'appui gouvernemental. Malgré ces instructions, il s'est dégagé un compromis entre le directeur et le comité des parents de Tumbwe et de Tabac Congo de remettre quelques cahiers, stylos etc. aux élèves de 1^{ère} et de 3^{ème} primaire. Toutefois, au marché de Tabac Congo, on trouve parfois des cahiers vendus avec le label de l'Unicef.
77. En Ituri, la distribution de kits scolaires aux élèves, est intervenue au mois de novembre au lieu de septembre. Aussi, la quantité offerte est insuffisante par rapport au besoin des élèves. Par exemple, un élève de 6^{ème} reçoit 6 petits cahiers de 48 pages alors qu'il lui faut au minimum 15 cahiers de 96 pages. De plus, on a constaté un manque criant de cahier de calligraphie. Au Nord Kivu, Le kit distribué au niveau des CRS est d'une grande utilité selon les bénéficiaires : *« certains parmi nous n'étudient qu'avec le kit distribué par l'UNICEF car nos parents n'ont pas de moyens pour acheter les cahiers, stylo, crayon »* (Apprenants de Mabapula).

Modalité	Avoir reçu un kit durant l'année scolaire (2010-2011)	Avant de recevoir ce kit, avez-vous déjà un kit suffisant pour commencer l'école ?
Oui	85,8%	72,2%
Non	14,2%	27,8%
Total	100,0%	100,0%
Effectif	367	367

78. L'analyse des données quantitatives (tableau 2.7) révèle que sur 367 élèves³ interviewés, 86% d'élèves ont bénéficié de kits scolaires au cours de l'année scolaire 2010-2011. Toutefois, la majorité d'entre eux (72,2%) disposaient déjà d'un kit suffisant pour commencer l'école.

Modalité	Avoir déjà connu une interruption des études	Avoir fréquenté l'école l'année passée
Oui	26,4%	91,8%
Non	73,6%	8,2%
Total	100,0%	100,0%
Effectif	292	292

79. Dans l'ensemble, le tableau 2.8 révèle que près de 1 élève sur 4 a connu une interruption de ses études à cause principalement de la pauvreté et qu'au cours de l'année passée, seulement 8,2% d'élèves n'ont pas été scolarisés.

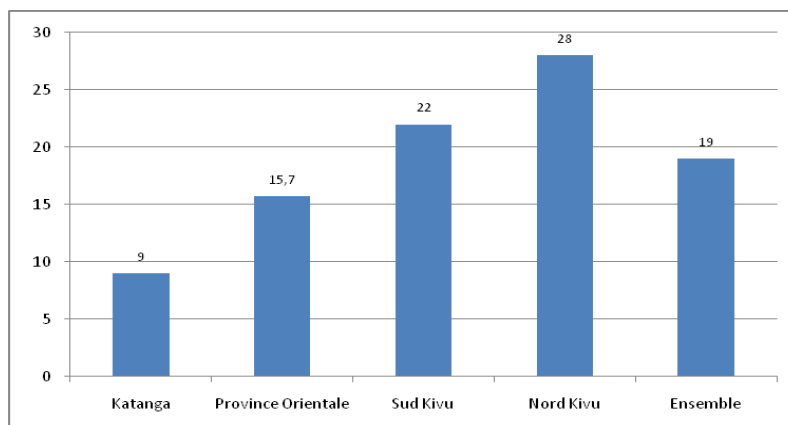
Modalité	Appréciation de la qualité du kit reçu?	Appréciation sur la qualité de la formation assurée par les enseignants
Pas du tout satisfaisant	27,7%	7,1%
Satisfaisant	51,8%	61,6%
Très satisfaisant	20,5%	31,3%
Total	100,0%	100,0%
Effectif	367	367

80. Il ressort du tableau 2.9 ci-dessus que 51,8 % des élèves ayant reçu les kits scolaires étaient satisfaits de la qualité des kits reçus et que 21 étaient très satisfaits. Aussi, la quantité de kits scolaires reçus n'est pas suffisante par rapport aux besoins des élèves. Quant à l'appréciation de la qualité de la formation reçue la majorité des élèves sont satisfaits de la formation qu'ils reçoivent.

³ Sur les 367 élèves interviewés lors de la collecte des données quantitatives, près de 60 % sont des garçons contre 40% des filles.

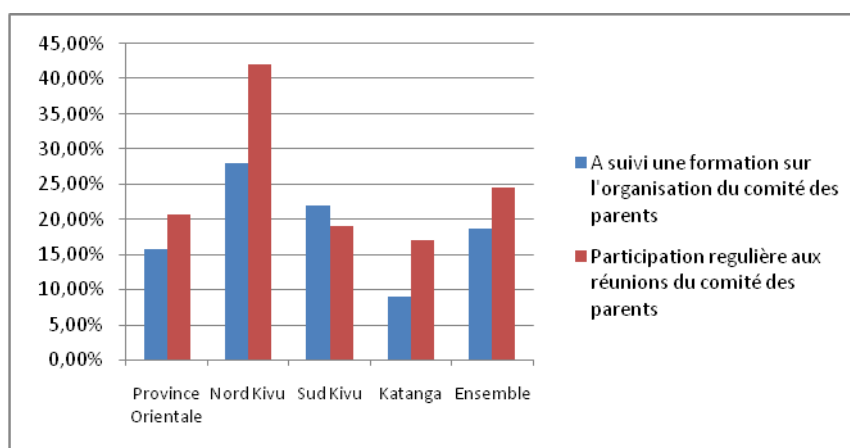
81. Dans la majorité des écoles réhabilitées, les comités de parents sont fonctionnels, les réunions se tiennent régulièrement et les procès verbaux sont rédigés. D'ailleurs, un des membres de comité des parents siège au comité de gestion. Quasiment, les comités des parents rencontrés estiment que le fonctionnement des écoles et des CRS s'améliore de plus en plus. Dans l'analyse des données quantitatives relatives aux ménages, on s'est également intéressé à l'implication des ménages dans le fonctionnement de l'école de leurs enfants.

Figure 2.3 : Proportion des membres du comité des parents dans les ménages



82. Dans l'ensemble, près de 19 % des chefs des ménages enquêtés dans les 4 provinces sont membres du comité des parents et il ressort du graphique ci-dessous que cette proportion est élevée dans le Sud Kivu (28%) et très faible au Katanga (9%).

Figure 2.4 : Répartition des membres du comité des parents selon la formation suivie et la participation aux réunions



83. Par ailleurs, seulement 13 % des chefs de ménage enquêtés ont été formés par le projet EPQ et c'est au Nord Kivu que les membres du comité des parents ont été le plus formés (28%) alors qu'au Katanga cette proportion est de 5%. Quant à l'implication des chefs de ménage dans le fonctionnement du COPA, le graphique montre que près de 25 % des parents enquêtés participent régulièrement aux réunions du comité des parents pour discuter des questions relatives à la gestion de l'école de leurs enfants.

c) *Efficacité du projet « Participation et Développement des Adolescents (PDA) »*

Tableau 2.10 : Appréciation des indicateurs de performance du projet PDA						
	Indicateur de Performance	Cible/projet	Réalisé 201&	Nombre de filles	Nombre de garçons	Taux de réalisation
1	Nombre des participants des clubs d'écoute formés dans des médias programmes	7 050	13 325	4 740	8 585	189
2	Nombre des clubs d'écoute équipés en radios	282	114			40
3	Nombre des émissions et programmes d'adolescents produits	48	132			275
4	Nombre des jeunes journalistes formés en programme radio	40	66	22	44	165
5	Nombre des paires éducateurs formés en VIH/SIDA et paix	3 000	3 299	1 425		110

84. L'analyse des indicateurs de performance du projet PDA renseigne que l'activité la moins performante est l'équipement en radio des clubs d'écoute (40%). Les autres activités se distinguent avec des taux de réalisation de plus de 100%. Il s'agit de la formation des jeunes en programme radio (165%), le nombre d'émissions et programmes d'adolescents produits (275%), la formation des paires éducateurs en VIH/SIDA et paix (110%) et le nombre des participants des clubs d'écoute formés dans des médias programmes (189%)

85. Le projet PDA a suscité l'engouement non seulement des adolescents, mais également des jeunes adultes analphabètes à tel point qu'en Ituri, la communauté demande de relever le critère d'âge de participation à ce projet à 30 ans au lieu de 22 ans actuellement⁴. De plus, la mobilisation et l'implication des jeunes dans la sensibilisation de leurs pairs contre certains fléaux sociaux dans le cadre des clubs d'écoute (prostitution, violence sexuelle, consommation des produits illicites, etc) est une façon d'assurer l'appropriation du projet par les bénéficiaires.

86. Allier la formation aux métiers à l'alphabétisation est un atout dans la mesure où l'exercice de certains métiers exige la connaissance des notions élémentaires de calcul, de lecture et d'écriture. De plus, le recours aux compétences locales pour assurer ces formations permet le développement et la valorisation de l'expertise locale et plus tard d'assurer la pérennité de l'activité de formation.

⁴ En principe, le projet PDA concerne les adolescents de 12 à 19 ans, mais compte tenu des spécificités locales, en Ituri, il a été étendu aux adolescents de 22 ans. Malgré cette limite, les demandes des jeunes ayant plus de 22 ans sont nombreuses. Au Nord Kivu par contre, il est difficile de déterminer avec quels groupes d'adolescents le projet travaillent puisque certains bénéficiaires ont plus de 30 ans.

87. Le renforcement des capacités des adolescents à travers l’alphabétisation et l’initiation aux métiers. Certains adolescents ont été formés en journalisme et sensibilisé en politique nationale de la jeunesse. Au Katanga, trois adolescents ayant bénéficié de la formation en journalisme ont été recrutés à la Radio et Télévision du Grand Tanganyika (RTGK) et à la radio Afia. En outre, les activités sur le dialogue intergénérationnel sont organisées ainsi que les rencontres sur l’approche communautaire de base.
88. Le tableau 2.11 ci-dessous donne la situation des effectifs des adolescents bénéficiaires des actions du projet PDA par site. En effet, sur les 4973 adolescents qui ont été alphabétisés, seulement 448, soit 9 %, ont suivi la formation aux métiers. Au niveau des sites on constate qu’au Katanga, tous les adolescents alphabétisés ont également fait l’apprentissage d’un métier. Dans le reste des sites, seulement une minorité d’adolescents a bénéficié de la formation aux métiers : 9% en Ituri ; 4,4% au Sud Kivu et 6,9% au Nord Kivu.

Tableau 2.11 : Répartition des adolescents bénéficiaires des activités PDA

Province	Site	Activités /Effectifs	
		Alphabétisation des adolescents	Apprentissage des métiers
ITURI	Bambu	300	40
	Zengo	450	40
	Dala	450	30
	Banana	450	40
	Total Ituri	1 650	150
SUD-KIVU	Lurhala	606	26
	Ikoma	501	22
	Bunyakiri	390	20
	Bitale-Miti	60	
	Total Sud Kivu	1 557	68
KATANGA	Mulanga	46	46
	Tumbwe	36	36
	Tabac Congo	34	34
	Total Katanga	116	116
NORD-KIVU	Kyondo	1 410	114
	Luoti	240	
	Total Nord Kivu	1 650	114
Total Général		4 973	448

89. En Ituri, au total 1650 adolescents ont bénéficié de la formation en alphabétisation et parmi eux seulement 150, soit 9%, ont bénéficié de la formation aux métiers suivants : couture, photographie, boulangerie, mécanique, menuiserie et maçonnerie. Au Sud-Kivu, dans les 4 sites plus de 1800 adolescents ont bénéficié de la formation en alphabétisation et près de 9 % soit 162 adolescents ont appris les métiers

suivants : boulangerie, agro-pastorale, coupe et couture, menuiserie et esthétique. Dans les sites du Katanga, les adolescents ont suivi la formation en savonnerie et menuiserie. Un adolescent formé en savonnerie à Kalemie a déclaré : *« Avant, c'était difficile pour moi de gagner de l'argent, il m'a fallu travailler trop dur, mais aujourd'hui je produis, je vends et je n'achète plus du savon »*. Au Nord Kivu, dans l'ensemble 1650 adolescents ont été alphabétisés dans le cadre du projet PDA. De ces adolescents, 114 (soit 7%) ont été formés aux métiers.

90. Grâce au Projet PDA, il y a eu construction des CEICA (Centre d'écoute et d'information convivial), lieux de rencontre d'échange, de partage ainsi que de distraction des adolescents qui ont été formés et regroupés en clubs d'écoute. Le CEICA de Bambu (Ituri) est achevé. Au Katanga, avec la réhabilitation de la maison des jeunes de Katambwa, le CEICA est désormais opérationnel. Au Nord-Kivu, le CEICA prévu à Kyondo a été délocalisé à Mbao pour des raisons de sécurité. Au mois de Janvier 2011, les travaux de construction du CEICA ont atteint le niveau de la pose de la toiture. Au Sud-Kivu, la construction du CEICA a connu un grand retard et les travaux n'ont pas encore débuté à cause des problèmes de sécurité dans tous les 4 sites visités. La population est mécontente de ce retard et les propos d'un leader communautaire d'Ikoma en dit long : *« l'UNICEF nous a demandé de trouver un espace où devrait être construit le CEICA, nous avons mis à disposition l'espace depuis plusieurs mois, mais les travaux n'ont jamais débuté et nous ne savons pas pourquoi »*.
91. La durée de la formation en alphabétisation est très courte et variable selon les sites à tel point que l'on peut douter de la qualité des produits. En Ituri et au Katanga par exemple, le projet a prévu 6 mois pour l'alphabétisation à raison de 6 heures par semaines alors qu'au Sud Kivu cette formation a duré 3 mois. Ce temps est court pour maîtriser la lecture et l'écriture. D'ailleurs, beaucoup d'adolescents éprouvent des difficultés pour écrire leurs noms sur la liste de présence. De plus, le projet n'a pas pu mettre le manuel d'alphabétisation à disposition des adolescents comme initialement prévu.
92. Toutefois, il faut reconnaître que la mise en œuvre du projet PDA a connu quelques problèmes. Les propos des partenaires du projet en Ituri résument bien la situation : *« l'appréciation globale est moyenne compte tenu de la durée de la formation et la démotivation des formateurs qui ont eu un impact négatif sur les enfants. Les outils de travail et les ouvrages n'ont jamais été remis parce qu'ils sont arrivés en retard »*. De plus, Les bénéficiaires et les formateurs ont relevé l'absence de suivi de l'UNICEF ou tout au moins du partenaire chargé de la mise en œuvre du projet. Une formatrice en pâtisserie de Bambu (Ituri) s'est exprimée en ces termes : *« La formation en pâtisserie devrait durer 3 mois. Cependant, elle n'a pas connu une issue très heureuse du fait du découragement des formateurs dû aux arriérés dans le paiement des primes. La dernière séance de pratique a eu lieu le 02 juillet 2010. Et sur les 10 apprenants, 7 étaient réguliers et peuvent travailler et l'appréciation globale n'est pas du tout satisfaisante. Dans le cadre du projet, nous avons reçu uniquement 2 bassins, un petit sceau, 5 Kg de farine, 1,5 Kg de sucre et 1 boîte de levure »*.
93. Selon les partenaires de l'EPSP, MAS du projet PDA de Bunia, la durée de formation aux métiers (3 mois) a été fixée par l'UNICEF uniquement pour des raisons budgétaires sans tenir compte des exigences de chaque métier ni de la

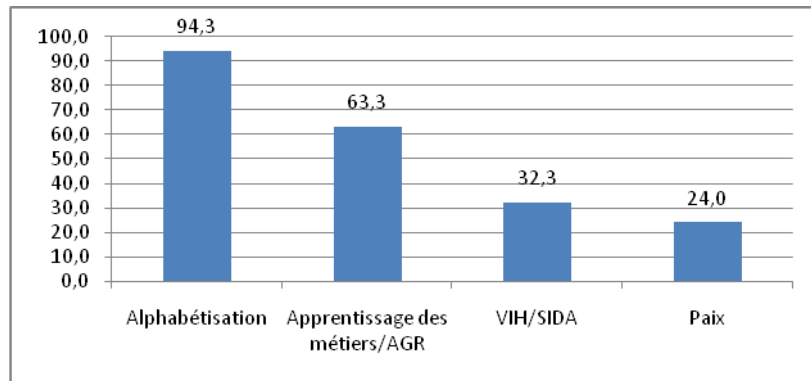
capacité intellectuelle des apprenants (du moins en Ituri). Aussi, le choix des centres de formation n'a pas tenu compte de la capacité d'accueil de ceux-ci. Dans le site d'Ikoma au Sud-Kivu, 12 apprenants en coupe et couture se partageaient une seule machine pendant une heure de pratique. A Bunyakiri, les apprenants de la boulangerie ont dû changer de centre de formation un mois avant la fin de la formation, car ledit centre ne remplissait pas les conditions minimales pour accueillir et former les apprenants. Les deux mois passés dans le premier centre sont une perte pour le projet du fait que le suivi des activités n'était pas bien assuré.

94. Les propos d'un apprenant du Sud Kivu sont plus qu'éloquents : *« nous sommes presque à la fin de la formation, notre maître ne veut pas nous laisser faire la pratique par crainte de perdre son capital (farine, ingrédients) car de fois, nous faisons des ratées, alors la seule pratique chez ce boulanger consiste à observer ce que le maître fait. Il nous est interdit même de cuire des pains »*. C'est ainsi que certains formateurs estiment qu'il faudra encore ajouter 3 mois supplémentaires de formation pour avoir de bons artisans. Globalement, les 3 mois fixés pour la formation aux métiers au Sud-Kivu se sont déjà écoulés depuis septembre 2010. En attendant la fourniture des kits d'insertion aux différents apprenants, l'Unicef a jugé utile d'assurer l'accompagnement de ces apprenants pendant 2 mois. .
95. Les formateurs n'ont pas été dotés de kits de formation des apprenants prévus dans le cadre du projet. Un formateur à Tabac Congo a d'ailleurs déclaré : *« les conditions dans lesquelles nous travaillions ne sont pas bonnes car nous n'avons pas de mesures de capacité, de peser d'acide (pour mesurer la densité de l'acide), et des bottes pour se protéger contre des acides qui peuvent tomber pendant la fabrication de savon »*
96. Depuis la fin de la formation, les apprentis sont rentrés dans leurs anciennes occupations (agriculture et exploitation aurifère) puisque les kits de réinsertion promis par l'Unicef n'ont jamais étaient livrés dans toutes les provinces, sauf au Katanga où les apprenants ont reçu les kits d'insertion de fabrication de savon. Ils produisent 2 types de savons : en poudre et en dur. Et grâce aux fonds générés par la vente de savon à Kalemie, les adolescents se sont regroupés pour construire leurs propres maisons.
97. A propos des kits d'insertion, le projet n'a pas prévu de remettre de kits individuels mais de regrouper les adolescents en coopérative de production. Cette approche peut s'avérer difficile car pour des raisons culturelles, les congolais travaillent rarement ensemble. De plus, le sens des biens communs n'est pas développé. Les propos d'un parent rencontré dans le site de Tumbwe le confirment : *« pour moi, il n'y a pas encore de changement chez les adolescents car ils travaillent en groupe, il a fallu que chacun travaille pour son compte ou qu'ils se regroupent deux à deux »*, Toutefois, l'avantage de cette approche est que l'aliénation du matériel est difficile.
98. Le choix de métier à proposer n'était pas toujours adapté au contexte. En effet, à Zengo (Ituri), par exemple, où les constructions en briques sont rares, certains apprentis ont été formés en maçonnerie dans un milieu où seul l'Unicef construit en brique. Les constructions les plus courantes se font en terre, en bois ou combinent les deux matériaux. Dans le site d'Ikoma, au Sud-Kivu, les apprenants formés en esthétique se demandent si dans les kits d'insertion, il est prévu un groupe

électrogène du fait que ce groupement n'est pas électrifié et que l'outillage d'esthétique est essentiellement électrique.

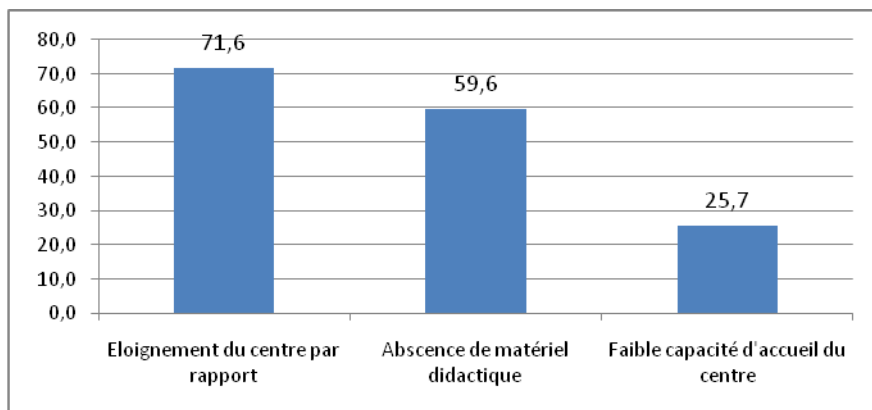
99. Au Nord Kivu, les clubs d'écoute ne sont pas suffisamment structurés. Ce sont des groupes d'adolescents qui ne sont pas clairement identifiables comme membres d'un club : sont-ils constitués par avenue, par cellule, par quartier ou par village, ou encore par association? De plus, les animateurs de ces clubs sont issus des associations dont la quasi-totalité ne sont pas viables et n'ont pas la capacité de gérer les kits qui seront mis à la disposition des adolescents et ceux mis à la disposition de reporters. De plus, les jeunes de Mbao (Nord Kivu), où un CEICA est en construction, ignorent les activités qui y seront organisées ni la catégorie d'adolescents qui est censée fréquenter le CEICA ? Est-ce ceux inscrits dans les CRS ? Ceux regroupés au sein des clubs d'écoute ? les pairs éducateurs et leurs superviseurs ? les jeunes reporters ? ou tous les jeunes présents dans les zones de retour où sont construits ces CIECA ? Il y a là un problème qui risque de créer un conflit entre les adolescents dans les zones de retour. En Ituri, par contre, le problème ne se pose pas, tous les adolescents de Bambu et des environs peuvent fréquenter le CEICA et les animateurs des activités sont les adolescents affiliés à un club d'écoute.
100. En 2010, 20 adolescents de Bambu ont été formés comme reporters. A l'issue de la formation, l'Unicef a mis à leur disposition une seule camera. Les reportages qu'ils réalisent ne sont pas diffusés à travers les média parce qu'aucune convention n'existe entre l'Unicef et les différentes stations de la place. Ces jeunes adolescents produisent des minis programmes de sensibilisation, notamment contre le travail des enfants, la prostitution des jeunes filles mineures qui est un fléau dans les zones d'exploitation minière. Ils sont aussi impliqués dans l'assainissement des environs des sources d'eau.
101. Au Katanga, les adolescents produisent des microprogrammes qui sont diffusés sur les radios de proximité avec le label de l'Unicef. Ces jeunes réalisent aussi des jeux publics et l'animation à la radio. Ils participent également à l'animation des clubs des jeunes notamment le club adolescent pour le développement et le club d'écoute radio. 42 clubs d'écoute regroupant 3800 adolescents ont été équipés avec les matériels (postes récepteurs de radio), bien que le modèle de pile que ces radios utilisent soit rare sur le marché local.
102. Au Nord Kivu, à l'exception des jeunes d'Oicha, ceux de Beni et de Butembo passent à la radio pour animer des émissions. Quant à l'appréciation de la prestation de leur prestation à la radio, d'après les responsables des chaînes, seulement le quart de temps consacré aux jeunes est judicieusement utilisé. Au Sud-Kivu, 17 adolescents ont été formés comme reporters et ils ont reçu 5 cameras, 5 dictaphones et 17 gilets gardés à la Radio communautaire Bubusa. Ils animent des émissions sur les chaînes des radios communautaires.
103. Pendant l'évaluation, des informations quantitatives ont été collectées auprès de 229 adolescents inscrits au programme d'alphabétisation et de métiers ainsi que ceux affiliés aux clubs d'écoute. En moyenne, les adolescents interrogés sont âgés de 19 ans et un peu plus de 1 adolescent sur 2 (58%) est de sexe féminin.

Figure 2.5 : Formation suivie par les adolescents



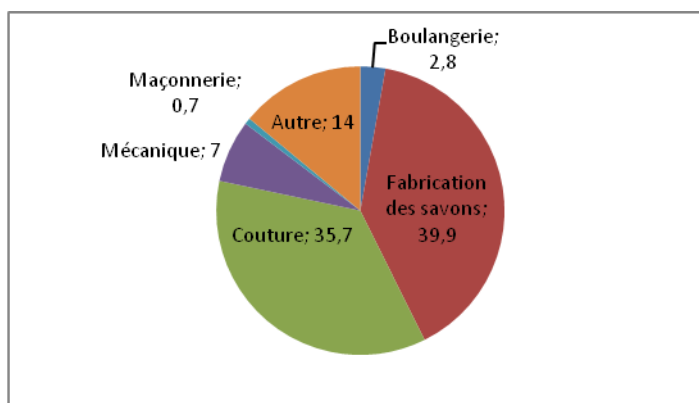
104. Il ressort de la figure 2.5 ci-dessus que près de 9 adolescents sur 10 ont été alphabétisés et que près de 6 adolescents sur 10 ont suivi la formation aux métiers. Par contre, très peu d'adolescents ont suivi les formations sur le VIH/SIDA (32%) et sur la paix et la citoyenneté (24%). Il faut relever qu'avant ces formations la quasi majorité des personnes interviewées n'avaient jamais suivi une formation quelconque.

Figure 2.6 : Difficultés rencontrées pendant la formation



105. Pendant la formation, les adolescents ont rencontré certaines difficultés dont la plus importante est l'éloignement du centre de formation par rapport à leur domicile (72%). Cet éloignement est une contrainte importante dans la mesure où dans certains sites de mise en œuvre du projet en proie à l'insécurité, beaucoup d'adolescents ont abandonné la formation. L'absence de matériels didactiques (60%) est une autre difficulté relevée ainsi que la faible capacité d'accueil du centre de formation (26%).

Figure 2.7 : Répartition des adolescents selon la formation suivie



106. La plupart des adolescents interrogés et qui suivent la formation aux métiers s'adonnent principalement à la fabrication de savon (40%) ou à la couture (36%). Il faut relever que l'on compte 7% d'adolescents dans la mécanique, et 2,8% dans la boulangerie. La majorité de ces adolescents n'ont pas encore reçu de kit d'insertion et parmi ceux qui l'ont reçu, 62% estiment que ce kit ne convient pas pour démarrer une activité.

Tableau 2.12 : Répartition de l'appréciation des activités du projet BEED par les adolescents

	Appréciation sur la qualité de la formation reçue ?	Appréciation de la formation reçue sur les AGR	Appréciation globale du projet BEED
Pas du tout satisfaisant	20,6%	13,3%	11,2%
Satisfaisant	61,0%	62,2%	59,4%
Très satisfaisant	18,4%	24,5%	29,4%
Total	100,0%	100,0%	100,0%

107. Quant à l'appréciation des activités du projet BEED par les adolescents, il ressort du tableau ci-dessus 2.12 que seulement une minorité d'adolescents ne sont satisfaits de la qualité de la formation en alphabétisation (21%) et en AGR (13%). Pour ce qui est de l'appréciation globale du projet BEED, on constate seulement 11,2 % d'adolescents qui ne sont pas du tout satisfaits contre 80 % qui sont au moins satisfaits dont 30% très satisfaits

2.4 PÉRENNITÉ

108. La pérennité des activités du projet est compromise par trois éléments importants qui figurent parmi les contraintes de mise en œuvre de ce projet. Il s'agit des difficultés financières qu'éprouvent les parents à scolariser leurs enfants, de la faible implication de l'Etat congolais dans le financement des secteurs sociaux en général et de l'éducation en particulier et enfin du et du déficit de communication constaté parfois entre la communauté et les partenaires de mise en œuvre du projet. En effet, les ONG et les organismes internationaux qui interviennent dans les secteurs sociaux même s'ils assument certaines tâches relevant de l'Etat, ne peuvent

se substituer totalement à ce dernier. Leur soutien est ponctuel et limité dans le temps. Les communautés bénéficiaires des projets sont pauvres et malgré leur bonne volonté, ne disposent pas toujours de moyens suffisants pour pérenniser les acquis du projet. C'est pourquoi, si l'Etat ne fait aucun effort pour entretenir les bâtiments acquis dans le cadre du projet BEED, malgré les efforts de la communauté, ces bâtiments finiront par se dégrader. D'ailleurs, le directeur de l'EP2 Banana en Ituri a déclaré à juste titre : *« l'école n'a pas les moyens d'entretenir ces bâtiments à cause de la pauvreté des parents »*. Au niveau de la formation des enseignants, on note l'absence d'un mécanisme de formation des enseignants nouvellement recrutés dans les écoles ciblées par le projet.

109. Il est difficile de pérenniser un projet quand les bénéficiaires (membres de la communauté) n'en connaissent pas le contour. Il se pose ici le problème de communication entre la communauté et les partenaires de mise en œuvre du projet et ce déficit communicationnel est un frein à l'implication et à l'appropriation du projet par la communauté.
110. Pour les ECE, il se pose le problème du statut de leur personnel qui doit être pris en charge par la communauté. C'est ici qu'il convient de se demander : qui est la communauté ? Il aurait été souhaitable dès le départ de désigner une structure pérenne de l'administration pour assurer le suivi des activités de l'ECE pendant et après la mise en œuvre du projet. Le plus simple aurait été d'intégrer les ECE dans les écoles primaires et sous la responsabilité du directeur de l'école et les encadreurs devraient être les membres du personnel de l'EPSP. Avec la formule actuelle qui confie la gestion des ECE à la communauté, le risque que ces ECEs soient fermés à la fin du projet est élevé.
111. Le CEICA devrait également être rattaché à une structure pérenne (administration), même si la gestion quotidienne est assurée par les jeunes eux mêmes. Car à la fin du projet, un conflit au niveau du comité des jeunes peut annihiler tous les efforts déployés pour mettre en place cette activité, faute de supervision d'une structure pérenne
112. S'agissant des activités du projet PDA, la pérennisation des activités de PDA n'est pas encore assurée du fait que le calendrier des activités n'a pas été respecté à cause des problèmes propres à l'Unicef. En effet, depuis la fin de la formation en août 2010, le premier groupe d'adolescents formés ont repris leur activité d'antan en attendant la remise du kit d'insertion. Cette remise risque de coïncider avec la fin du projet et les bénéficiaires ne pourront pas bénéficier d'un accompagnement de l'UNICEF. Ainsi, comme toutes les phases du projet n'ont pas été exécutées, c'est-à-dire la phase expérimentale n'est pas allée jusqu'au bout, il est dans ces conditions difficiles de pérenniser le projet dans la mesure où le cycle du projet n'est pas allé à terme. De plus, tous les formateurs sont unanimes pour reconnaître que 3 mois de formation sont insuffisants et sans équipements, aucun adolescent n'a acquis la maîtrise du métier. D'où la nécessité de revoir la durée de la formation et de prévoir au minimum 6 mois.
113. Les émissions radiophoniques des jeunes dépendent du partenariat entre l'UNICEF, la division de la communication et média et les stations de radio et télévision dans les zones de retour. Le partenariat est encore en vigueur au Nord

Kivu et en Ituri mais il se pose un problème lié à la mise en œuvre de ces accords de partenariat. A la fin du partenariat, il est certain que les adolescents n'auront pas accès aux médias car n'ayant pas de moyens de se payer un espace.

114. Certains clubs d'écoute attendent de matériels (notamment des postes récepteurs de radios) pour commencer leurs activités. Cependant, les radios fonctionnent avec des piles. Qui approvisionnera les clubs d'écoute en piles ? En cas de panne, qui se chargera de la réparation de ces radios et avec quels moyens ? Où seront gardés les radios et les piles ? Lors de l'évaluation, les responsables des clubs n'étaient pas en mesure de donner des réponses satisfaisantes à ces questions.

2.5 LEÇONS APPRISSES

115. A l'issue de l'évaluation du projet BEED, les principales leçons apprises dans la mise en œuvre du projet sont :

- Dans la mise en œuvre d'une activité, ne pas impliquer financièrement la communauté ni les pouvoirs publics si l'on sait pertinemment bien qu'ils ne participeront pas.
- Le fait d'informer correctement la communauté et les partenaires sur la nature réelle du projet à mettre en œuvre, sur la contribution attendue de chaque partie prenante garantit une implication de la communauté dans la réussite du projet.
- L'assistance prolongée des populations bénéficiaires annihile tout esprit d'initiative de leur part et les places dans la situation d'éternels assistés.
- La réussite des projets visant à améliorer la qualité de l'éducation ne peut être évidente sans prendre en compte la pauvreté qui sévit dans le milieu de mise en œuvre

III. Conclusion générale et recommandations

3.1 Conclusion Générale

116. L'évaluation à mi parcours du projet BEED a concerné ses 3 sous composantes à savoir : le projet « Développement Intégré du Jeune Enfant (DIJE) », le projet « Enseignement Primaire de Qualité (EPQ) » et le projet « Participation et Développement des Adolescents (PDA) » dans les zones de retour des provinces du Nord et Sud Kivu, de Katanga (Kalemie) et de la Province Orientale (Ituri). Par l'encadrement qu'il assure aux enfants le projet DIJE permet le développement de l'éveil et de l'intelligence des enfants. Le projet EPQ se préoccupe de faciliter l'accès des enfants à une éducation de base de qualité dans les structures éducatives formelles (école primaire) et non formelle (CRS). Quant au projet PDA, il offre l'opportunité aux adolescents d'être réinsérés dans leurs communautés à travers l'éducation mais également la formation et l'appui au démarrage d'un métier. Le projet PDA prévient contre les dangers d'une sexualité précoce et des conséquences des violences. Les groupes sociaux ciblés par le projet sont : les enfants d'âge préscolaire (3-5 ans), les enfants d'âge scolaire (6-11 ans), les jeunes et adolescents (12-19 ans), les enseignants et encadreurs, les membres des comités des parents et les membres de la communauté. Dans un contexte comme celui de la RDC, le projet de l'Unicef BEED est une réponse appropriée quoique limitée pour améliorer tant soit peu le quotidien des enfants dans les sites ciblés par le projet.

117. Les objectifs poursuivis sont :

- a) Evaluer le niveau d'atteinte des résultats à mi-parcours en rapport avec les objectifs repris dans la proposition de projet ;
- b) Evaluer l'impact de la formation des agents de l'EPSP, du Ministère de la Jeunesse, des Affaires Sociales et des ONG sur la qualité de l'enseignement ainsi que la participation des adolescents ;
- c) Evaluer le rôle et l'apport de l'UNICEF ainsi que ses partenaires d'exécution dans la mise œuvre du projet ;
- d) Identifier et analyser les contraintes rencontrées dans la mise en œuvre du projet ;
- e) Evaluer l'efficacité de l'utilisation des ressources ;
- f) Formuler les recommandations en lien avec les leçons apprises.

118. La méthodologie utilisée pour cette évaluation a mis l'accent sur une approche participative et les aspects liés au genre, au VIH/SIDA. La participation des enfants et des communautés a été prise en compte. Les données quantitatives et qualitatives ont été collectées, pour se faire une idée juste de la mise en œuvre du projet. Ainsi, les méthodes suivantes ont été utilisées : l'analyse documentaire, des entretiens semi-structurés, focus group, discussion et l'observation directe (visites des sites).

119. L'évaluation a relevé certaines contraintes générales relatives à la mise en œuvre du projet BEED. Il s'agit de : (1) difficultés d'accéder aux sites de mise en œuvre du projet à cause du mauvais état des routes ; (2) la lourdeur des procédures financières de l'Unicef entraîne un décalage entre la programmation des activités et leur début d'exécution sur le terrain ; (3) l'existence des poches d'insécurité dans les provinces du Nord et Sud Kivu et Katanga était une entrave à la mise en œuvre du

projet ; (4) la forte dépendance des populations et des partenaires publics et privés vis-à-vis des partenaires techniques et financiers (PTF) ; (5) déficit de communication de la communauté qui est sous informée des objectifs des projets mis en œuvre ; (6) le faible de suivi des activités sur le terrain de la part de l'Unicef et des partenaires chargés de la mise en œuvre du projet à cause de l'éparpillement des sites de supervision et des difficultés pour y accéder ; (7) l'absence d'une cantine pour les enfants des ECE fait qu'au bout d'une heure, ils sont affamés, fatigués bien avant la fin de la séance ; (8) le manque de motivation des encadreuses des ECE qui travaillent bénévolement car l'Unicef et la communauté ne les prennent pas en charge ; (9) l'importance de la déperdition scolaire à cause de l'exploitation de l'or et la culture de gain facile en Ituri.

120. Les principaux résultats atteints par le projet DIJE : le taux brut de scolarisation des enfants de moins de 6 ans dans les sites de mise en œuvre du projet 25% alors que le taux au niveau national n'est que de 3% et cela est du sans doute à l'évolution positive de la perception de la population au sujet de l'utilité de la scolarisation préscolaire. D'ailleurs, les parents des enfants fréquentant les ECE estiment que l'évolution des enfants est très satisfaisante. Aussi, il est important de signaler la performance remarquable en premier primaire des enfants issus des ECE comparativement aux autres selon la déclaration des enseignants. Avec la construction des ECE, il y aura une amélioration des conditions d'encadrement des enfants et cela est l'objet de satisfaction des parents et des membres de la communauté dans la mesure où leurs enfants vont pouvoir étudier dans de meilleures conditions et acquérir de nouvelles connaissances. En attendant, les activités de l'ECE se passent en plein air et les enfants ne sont pas du tout protégés contre des intempéries, ils s'assoient à même le sol. Faute de motivation, certains encadreurs se découragent.
121. Le projet EPQ a, quant à lui, atteint les résultats suivants : l'augmentation des effectifs des élèves dans les écoles réhabilités et particulièrement des filles au Katanga. Grâce au projet, 35% des ménages qui avaient des enfants non scolarisés avant la mise en œuvre du projet EPQ, les ont scolarisés. Avec la construction des écoles, il y a eu amélioration notable des conditions de travail des élèves et des enseignants. Le projet a également contribué au renforcement des capacités des enseignants grâce aux formations suivies. Les enseignants souhaitent également bénéficier d'autres formations portant sur : exploitation du programme nationale, formation pédagogique, élaboration du calendrier scolaire, éducation à la santé et à l'environnement, l'informatique et droits de l'homme et des enfants. Les bailleurs œuvrant dans le secteur éducatif peuvent prendre en charge cette formation. La grande satisfaction des ménages (85% des ménages) de l'apport du projet EPQ dans la scolarisation de leurs enfants et satisfaction des élèves (72,3%) de la qualité des kits reçus. Toutefois, il faut relevé le retard dans la distribution des kits scolaires (novembre au lieu de septembre) et aussi, la quantité offerte est insuffisante par rapport aux besoins des élèves. Le kit enseignant est pauvre et les enseignants ont exprimé le vœu de doter chaque enseignant d'un sac, d'un dictionnaire français et d'un exemplaire du PNEP.
122. Les résultats atteints par le projet PDA sont : Le projet PDA a contribué au renforcement des capacités des adolescents à travers l'alphabétisation et l'initiation aux métiers et la formation en journalisme et sensibilisation en politique nationale

de la jeunesse. Ainsi, les jeunes formés dans les techniques de communications sont aussi sollicités dans les radios communautaires locales grâce à la formation reçue dans le cadre du projet. Les adolescents formés aux métiers gagnent un revenu grâce à l'exercice de leurs métiers. Le projet a suscité l'engouement non seulement des adolescents, cela a favorisé la mobilisation et l'implication des jeunes dans la sensibilisation de leur pair contre certains fléaux sociaux dans le cadre des clubs d'écoute : prostitution, violence sexuelle, consommation des produits illicites etc. Ainsi, le dialogue intra-communautaire entre les jeunes et les adultes sur les questions vitales a été amorcé. Le projet a contribué à la mise en place des espaces d'animation pour les jeunes et animés par eux même dans les radios communautaires. Ces émissions sont beaucoup suivies par la communauté et les problèmes des jeunes sont de plus en plus abordés. Toutefois, il y a lieu de relever que la durée de la formation en alphabétisation et au métier, elle est très courte à tel point que l'on peut douter de la qualité des produits. Aussi le choix des centres de formation n'a pas tenu compte de la capacité d'accueil de ceux-ci. Par contre, le recours aux compétences locales pour assurer la formation permet le développement de l'expertise en locale qui va assurer la pérennité de l'activité de formation.

123. Quant à la pérennisation des acquis du projet BEED, elle risque d'être compromise par 3 éléments qui figurent parmi les contraintes de mise en œuvre de ce projet. Il s'agit des difficultés financières qu'éprouvent les parents à scolariser leurs enfants, de la faible implication de l'Etat congolais dans le financement des secteurs sociaux en général et de l'éducation en particulier et du déficit de communication constaté parfois entre la communauté et les partenaires de mise en œuvre du projet. Il se pose également le problème de la gestion des bâtiments et équipements (meubles, etc.) des ECE et des CEICA ainsi que du statut du personnel encadreur à la fin du projet. Il est plus que nécessaire de prendre des mesures idoines afin que les acquis du projet perdurent.

3.2 Recommandations

124. Au Gouvernement

- Rendre effective la gratuite de l'enseignement primaire (Aller au delà du slogan);
- Faire appliquer la loi sur l'interdiction des enfants dans les mines;
- Doter chaque enseignant d'un dictionnaire français, d'un exemplaire du nouveau programme national, des manuels d'informatique, d'éducation à la santé et de l'environnement, etc.
- Intégrer les ECE et les CEICA au sein des structures administratives pérennes (prendre en charge leur fonctionnement)
- Mécaniser les enseignants (prise en charge des salaires et primes dans le budget national)

125. Aux Bailleurs

- Renforcer les revues avec les partenaires impliqués dans la mise en œuvre du projet BEED

- Dans la mesure du possible soutenir d'autres activités jugées importantes (qui sont inhérentes à la mise œuvre du projet) pour les populations bénéficiaires (formation des directeurs et personnel public, Construction de bureau pour le directeur, des latrines pour enseignants...)
- Elargir la liste des catégories des populations bénéficiaires des activités du projet (adulte)

126. A l'UNICEF

- Faire un plaidoyer pour l'intégration des ECEs et CEICA aux structures pérennes ;
- Fixer l'âge des personnes bénéficiaires, pour l'alphabétisation, les métiers et les membres des clubs d'écoute ;
- Revoir les procédures de décaissement de fonds en vue de raccourcir les délais de décaissement de fonds pour éviter le retard constaté dans l'exécution des activités ;
- Préparer les parents par les sensibilisations (sur l'importance de l'éducation des enfants), à prendre la relève à la fin du projet.
- Consolider les AGR créées par la mise en place d'un mécanisme de suivi régulier;
- Aider les associations des jeunes apprenants des métiers aux démarches administratives et judiciaires pour leur fonctionnement ;
- Elargir les sites d'implantation du projet BEED dans d'autres territoires des 4 provinces vue la demande constatée sur le terrain ;
- Impliquer le comité des parents dans le suivi des constructions au niveau de l'école et obliger l'entrepreneur à collaborer avec le comité des parents ;
- De bien vulgariser la logique du projet aux bénéficiaires ;
- Prévoir une étude de référence au démarrage du projet pour avoir une indication claire sur la situation des bénéficiaires avant le projet et permettre la mesure du changement.

Annexes

A.1 Guides d'entretien

Guide d'entretien adressé aux Enseignants, facilitateurs, pairs éducateurs et Encadreurs de Jeunes

1. Quelle est votre qualité (enseignant, pair éducateur, facilitateur, encadreurs de jeunes)
2. Quel est votre niveau d'instruction
3. Depuis combien de temps exercez-vous cette activité ?
4. Avez-vous suivi des formations avant la mise en œuvre du projet BEED ? Si oui, lesquelles ?
5. Quelles sont les formations reçues dans le cadre du projet BEED ?
6. Avez-vous reçu un appui matériel du projet BEED ? Si oui, lequel ?
7. Quel est l'impact des formations suivies dans l'exercice de votre travail ?
8. Quelles sont les contraintes rencontrées et comment vous les avez surmontées ?
9. S'il vous avez été demandé de déterminer les thèmes de formation que vous et vos collègues aimeriez suivre dans le cadre du projet BEED, que proposeriez-vous et pourquoi ?
10. Pensez-vous que le projet BEED a atteint ses objectifs ? (pensez-vous que vous êtes maintenant capable, d'agir selon la formation suivie (d'enseigner), si oui pourquoi, sinon, quels sont les obstacles ?
11. Quelles sont d'après vous les améliorations que l'on peut apporter pour la réussite du projet BEED ?

Guide d'entretien adressé aux animateurs des formations

1. Quelles est votre qualification
2. Depuis combien d'années assurez-vous des formations ? (en général)
3. Quand est-vous impliqué dans les activités du projet BEED
4. Comment avez-vous été sélectionné pour amener les formations ?
5. Quelle formation avez-vous assurée ?
6. Avez-vous un support de formation et quelle en est la provenance ?
7. Quelles sont les difficultés que vous rencontrez dans l'exercice de votre travail ?
8. Une fois la formation assurée, faites-vous le suivi sur le terrain des bénéficiaires ?
9. Les bénéficiaires vous contactent-ils pour vous faire part de leurs difficultés ?
10. S'il vous avez été demandé de refaire la même formation, quels aspects souhaiteriez-vous développé ou revoir et pourquoi ?
11. Quelle est votre appréciation du projet BEED tant au niveau de la conception et de sa mise en œuvre et plus particulièrement dans le volet formation
12. Quelles améliorations souhaiteriez-vous apporter pour une plus de réussite dans l'organisation d'une telle activité ?

Guide d'entretien adressé aux élèves et adolescents

1. Quel est votre niveau d'étude (classe) ?
2. Avez-vous connu une interruption dans votre cursus scolaire ? Si oui, pourquoi ?
3. En quelle année êtes-vous inscrit dans cette école ?
4. Payez-vous les frais scolaires ? En cas de non paiement des frais qu'est ce qui vous arrive ?
5. Connaissez-vous le projet BEED ? si oui, Qu'est ce que vous avez bénéficié de concret dans le cadre de ce projet ? Sinon, il faut expliquer
6. Avez-vous reçu un appui matériel (Kit scolaire) depuis le début de l'année scolaire 2010-2011 ?
7. Que comprenait ce Kit ?
8. Ce matériel était-il suffisant par rapport à vos besoins, si non, qu'est-ce que vous faites-vous pour satisfaire vos besoins?
9. Pensez-vous que les adolescents sont –ils suffisamment impliqués dans le projets BEED ? Si non, que faire pour mieux les impliquer ?
10. Qu'est-ce qui peut être fait dans le cadre de l'UNICEF pour la réussite de ce projet.

Guide d'entretien adressé aux directeurs d'écoles et des centres de rattrapage

1. Quelle est votre appréciation du projet BEED tant au niveau de sa conception que de sa mise en œuvre ?
2. Pensez-vous que les spécificités de votre contexte ont été prises en compte par ce projet ?
3. Qu'est ce que votre école/centre a bénéficié concrètement du projet BEED ?
4. Comment appréciez-vous la qualité du matériel et construction reçus dans le cadre de ce projet ?
5. Quel est l'impact du projet BEED dans l'amélioration de la qualité de l'enseignement et la fréquentation scolaire des enfants dans votre école ?
6. Si on devrait mesurer l'impact du projet en terme quantitatif dans quelle intervalle situerez-vous l'impact : 1 très faible, 2 moyen, 3 important et 4 très important ?
7. Quelle est la capacité d'accueil actuelle de votre école ?
8. Quel en est l'effectif de votre école et comment il a évolué par rapport à l'année passé ?
9. Quelles sont les contraintes qui entravent le bon déroulement du projet BEED et que faites-vous pour les surmonter ?
10. Y a-t-il des résultats non prévus dans la conception du projet qui sont apparus au moment de sa mise en œuvre ?
11. Bénéficiez-vous d'autres appuis en dehors de l'UNICEF ou des partenaires impliqués dans le projet BEED ?
12. Pensez-vous que les acquis du projet peuvent survivre au projet ?
13. Quelle suggestion pourriez-vous faire à l'UNICEF pour l'amélioration de son intervention ?

Guide d'entretien adressé à la communauté

1. Avez-vous des enfants, à charge en âge scolaire ?
2. Y a-t-il parmi vos enfants certains qui ne fréquentent pas ? Si Oui pourquoi ?
3. Par rapport à l'année passée, est-il plus facile d'inscrire un enfant à l'école ?
4. Etes-vous impliqué dans les activités de l'école à travers le comité des parents ?
5. Avez-vous entendu parler de la décision consacrant la gratuité au niveau de l'école primaire cette année ? de qui l'avez-vous appris ?
6. Payez-vous les frais scolaires des vos enfants ?
7. En cas de non paiement des frais est-ce que vos enfants sont-ils exclus de l'école ?
8. Aviez-vous entendu parler de la campagne sur l'inscription des enfants à l'école (VIH/SIDA et la paix)? Si oui, elle était menée par qui ? qu'avez-vous retenu de cette activité ? Qu'est-ce qu'il fallait revoir pour plus de succès ?
9. Les enfants ont-ils bénéficié d'un appui matériel de l'UNICEF?
10. En quoi consistait cet appui ?
11. Si on devrait mesurer l'impact du projet en terme quantitatif dans quelle intervalle situerez-vous l'impact : 1 très faible, 2 moyen, 3 important et 4 très important ?
12. Quels sont les mécanismes mis en place au niveau de la communauté pour assurer la pérennité des acquis du projet ?
13. Quelles sont les suggestions que vous pouvez faire pour le bon déroulement du projet et pour atteindre un nombre important de la population ?

Guide d'entretien adressé aux partenaires d'exécution

1. Depuis quelle année vous êtes en partenariat avec l'UNICEF ? ce partenariat a porté sur quel type d'activités ?
2. Quelle est votre appréciation du projet BEED tant au niveau de sa conception et de sa mise en œuvre ?
3. Pensez-vous que les spécificités du contexte local ont été prises en compte dans le projet BEED ?
4. Quelles sont les contraintes qui entravent le bon déroulement du projet ? Que faites-vous pour les surmonter ? Estimez-vous que ces contraintes peuvent resurgir ?
5. Quelles sont les opportunités qui favorisent le bon déroulement du projet ?
6. Dans quelles activités êtes-vous impliquées en tant que partenaire du projet et qu'est-ce que vous avez concrètement fait dans le cadre du projet BEED ?
7. Est-ce que vous menez d'autres projets semblables ? Si oui, où et avec quelles organisations ?
8. Y a-t-il eu des résultats non prévus au départ ?
9. Pensez-vous que les bénéficiaires sont satisfaits par vos interventions ? Quels critères utilisez-vous pour apprécier la satisfaction des bénéficiaires ?
10. Les pouvoirs publics au niveau local sont-ils impliqués dans le projet et quelle est leur contribution ?
11. Qu'avez-vous fait pour assurer la pérennité des acquis du projet ?
12. Si on devrait mesurer l'impact du projet en terme quantitatif dans quelle intervalle situerez-vous l'impact : 1 très faible, 2 moyen, 3 important et 4 très important ? pourquoi et justifiez ?
13. Avez-vous des propositions à faire pour améliorer la mise en œuvre de ce projet ?

A.2 Questionnaires d'enquête



Association Congolaise pour le Suivi Evaluation

UNICEF

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
QUESTIONNAIRE SUR L'EVALUATION A MI PAERCOURS DU PROJET BEED
QUESTIONNAIRE MENAGE N° /__/__/__/

IDENTIFICATION

01. PROVINCE...../__/__/
02. NOM SITE/__/__/
03. NOM DU VILLAGE/__/__/

INTERVENANTS

1. NOM ENQUETEUR
2. NOM VERIFIVATEUR
3. NOM AGENT DE SAISIE
4. DATE D'INTERVIEW/__/__//__/__//__/__//__/__/

MODULE II Formation, et Participation à la vie communautaire

N°	Question	Modalité	Code
20	Etes- vous membre de comité des parents de l'Ecole de vos enfants ?	1=Oui 2=Non	/__/
21	Avez-vous suivi une formation sur l'organisation de comité des parents ?	1=Oui 2=Non	/__/
22	Participez- vous régulièrement à des réunions des comités des parents de l'école de vos enfants ?	1=Oui 2=Non	/__/
23	Y a t il dans votre ménage des enfants qui n'étudiaient l'année passée mais qui cette année grâce au projet BEED sont à l'école ou dans les CRN.	1=Oui 2=Non	/__/
24	Combien sont-ils dans les écoles ?		/__/
25	Combien sont-ils dans les CRN ?		/__/
26	Payez-vous les frais de scolarité de vos enfants	1=Oui 2=Non	
27	Quelle est votre appréciation globale du projet BEED ?	1=Pas du tout satisfaisant ; 2= Satisfaisant ; 3=Très satisfaisant	/__/



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
QUESTIONNAIRE SUR L'EVALUATION A MI PARCOURS DU PROJET BEED

QUESTIONNAIRE ENSEIGNANT ET FACILITATEUR N°

/__/_/_/_/

IDENTIFICATION

01. PROVINCE...../__/_/_/

02. NOM SITE/__/_/_/

03. NOM CRS / ECOLE...../__/_/_/

04. AGE ENSEIGNANT/FACILITATEUR/__/_/_/

05. SEXE 1= Masculin 2=Féminin /__/_/

IINTERVENANTS

5. NOM ENQUETEUR

6. NOM VERIFIVATEUR.....

7. NOM AGENT DE SAISIE

8. DATE D'INTERVIEW/ __/ __/ __ // __/ __/ __ // __/ __/ __ // __/ __/ __/

N°	Question	Modalité	Code
10	Quel est votre niveau d'instruction ? (le niveau le plus élevé atteint ?)	1=Primaire 2=Secondaire 3= Programme non formel 4= Supérieur	/___/
11	Quel est votre état matrimonial	1=Célibataire 2=En union 3=En rupture d'union	/___/
12	En dehors de votre cursus scolaire (académique) avez-vous reçu une formation dans le cadre de projet BEED ?	1=Oui 2=Non	/___/
13	Si on devrait mesurer l'impact des formations pour vous aider à bien remplir vos tâches en terme quantitatif dans quel intervalle situerez-vous l'impact ?	1=Très faible 2=Moyen 3=Important 4=Très important	/___/
14	Avez- vous reçu un kit matériel dans le cadre de Projet BEED ?	1=Oui 2=Non	/___/
15	Avant de recevoir ce kit, avez –vous déjà un kit pour accomplir vos tâches ?	1=Oui 2=Non	/___/
16	Globalement , pensez-vous que le projet BEED par ces appuis, vous aider à résoudre le manque de matériel didactique ?	1. Oui, totalement 2. Oui, partiellement 2. Non	/___/
17	Pensez vous que cet appui va aider à améliorer la qualité de votre prestation, et la réussite des élèves en classe ?	1=Oui, 2=Oui, partiellement 3=Non	/___/
18	Quel est l'effectif des élèves de votre classe ?	Nombre.....	/___/___/
19	Par rapport à l'année passée, il y a t il eu augmentation des effectifs d'élève ?	1=Oui 2=Non	
20	Quelle est votre appréciation des conditions de travail des élèves ? (Nombre d'élèves/capacité d'accueil)	1= Pas du tout satisfaisant 2= Satisfaisant 3= Très satisfaisant	/___/___/



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
QUESTIONNAIRE SUR L'EVALUATION A MI PARCOURS DU PROJET BEED

IDENTIFICATION

QUESTIONNAIRE ELEVE N° /__/_/_/_/

01. PROVINCE...../__/_/

02. NOM DE L'ECOLE...../__/_/

03. CLASSE DE L'ELEVE/__/_/

04. NOM DU SITE...../__/_/

05. AGE DE L'ELEVE...../__/_/

06. SEXE 1= Masculin 2=Féminin /__/_/

IINTERVENANTS

9. NOM ENQUETEUR.....

10. NOM VERIFIVATEUR

11. NOM AGENT DE SAISIE.....

12. DATE D'INTERVIEW/ __/_/ __/ __/ __/ __/ __/ __/

Module I : Distribution de kit aux élèves

N°	Question	Modalité	Code
10	Avez-vous déjà connu une interruption dans votre cursus scolaire ?	1=Oui 2=Non	/___/
11	L'année passée avez-vous fréquenté l'école ?	1=Oui 2=Non	/___/
12	Des kits scolaires ont-ils été distribués dans votre école ?	1=Oui 2=Non	/___/
13	Etiez-vous présent lors de la distribution de kit scolaire dans votre école ?	1=Oui 2=Non	/___/
14	Avez-vous reçu un appui matériel (Kit scolaire) depuis le début de l'année scolaire 2010-2011 ?	1=Oui 2=Non si non allez à Q9	/___/
15	Quelle est votre appréciation de la qualité de Kit reçu ?	1= Pas du tout satisfaisant 2= satisfaisant 3= Très satisfaisant	/___/
16	Avant de recevoir ce kit, avez-vous déjà un kit suffisant pour commencer l'école ?	1=Oui 2=Non	/___/

Module II : Conditions de travail des élèves dans l'école

N°	Question	Modalité	Code
20	Des infrastructures suivantes ont-elles été construites ou réhabilitées dans votre école ?		/___/
	a. latrines	1=Oui 2=Non	/___/
	b. Salles des classes	1=Oui 2=Non	/___/
	c. Points d'eau	1=Oui 2=Non	/___/
	d. Equipements récréatifs	1=Oui 2=Non	/___/
21	Utilisez-vous les installations réhabilitées (construites) à chaque fois que vous avez besoin ?		/___/
	a. latrines	1=Oui 2=Non	/___/
	b. Points d'eau	1=Oui 2=Non	/___/
	c. Equipements récréatifs	1=Oui 2=Non	/___/
22	Donnez votre appréciation sur la qualité de la formation assurée par les enseignants :	1=Pas du tout satisfaisant 2 =Satisfaisant ; 3 =Très satisfaisant	/___/



Association Congolaise pour le Suivi Evaluation

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO
QUESTIONNAIRE SUR L'EVALUATION A MI PARCOURS DU PROJET BEED

QUESTIONNAIRE ADOLESCENT N°
/ / / /

IDENTIFICATION

01. PROVINCE...../ / /
02. NOM SITE/ / /
03. NOM DU CENTRE DE RATTRAPAGE SCOLAIRE/ / /
04. CLASSE ATTEINTE/ /
05. AGE...../ / /
06. SEXE 1= Masculin 2=Féminin / /

IINTERVENANTS

13. NOM ENQUETEUR

14. NOM VERIFIVATEUR

15. NOM AGENT DE SAISIE

16. DATE D'INTERVIEW/ / // / // / // / // / /

Module 1 : Formation

N°	Question	Modalité	Code
10	Activité en faveur de l'adolescent	1= Alphabétisation 2=Formation au métier et AGR 3= Alphabétisation et métier	/___/
11	Avez –vous reçu une formation dans le cadre de projet BEED ? (Toutes les formations)	1=Oui 2=Non	/___/
12	Sur quoi a porté cette formation (matières principales) ?		
	1. Alphabétisation	1=Oui 2=Non	/___/
	2. Apprentissage des métiers/AGR	1=Oui 2=Non	/___/
	3. VIH/sida	1=Oui 2=Non	/___/
	4. Paix	1=Oui 2=Non	/___/
	5. Autres (à préciser)	1=Oui 2=Non	/___/
13	Avez-vous eu certaines difficultés pour suivre cette formation ?	1=Oui, 2=Non (Si non allez à Q15)	/___/
14	Quelles sont ces difficultés		
	1= Eloignement du centre par rapport au domicile	1=Oui 2=Non	/___/
	2= Absence de matériel didactique	1=Oui 2=Non	/___/
	3= Faible capacité d'accueil du centre	1=Oui 2=Non	/___/
	4=Autres à préciser	1=Oui 2=Non	/___/
15	Quelle est votre appréciation sur la qualité de la formation ?	1=Pas du tout satisfaisant ; 2=Satisfaisant ; 3 =Très satisfaisant	/___/
16	Avant cette formation, avez- vous déjà suivie une autre formation de ce genre ?	1=Oui, 2=Non	/___/

Module 2 : conditions de travail dans le CRS et distribution de kit (pour les adolescents uniquement inscrits au CRS)

N°	Question	Modalité	Code
20	Des infrastructures suivantes ont-elles été construites ou réhabilitées dans votre centre ?		/___/
	e. latrines	1=Oui 2=Non	/___/
	f. Salles des classes	1=Oui 2=Non	/___/
	g. Points d'eau	1=Oui 2=Non	/___/
21	Utilisez-vous les installations réhabilitées (construites) à chaque fois que vous avez besoin ?		/___/
	d. latrines	1=Oui 2=Non	/___/
	e. Points d'eau	1=Oui 2=Non	/___/
22	Quelle est votre appréciation sur la qualité de la formation assurée par les enseignants :	1=Pas du tout satisfaisant 2 =Satisfaisant ; 3 =Très satisfaisant	/___/
23	Des kits scolaires ont-ils été distribués dans votre centre ?	1=Oui 2=Non	/___/
24	Etiez-vous présent lors de la distribution des kits scolaire dans votre centre ?	1=Oui 2=Non	/___/
25	Avez-vous reçu un appui matériel (Kit scolaire) de l'UNICEF ?	1=Oui 2=Non	/___/
26	Ce kit répond t-il vraiment à votre besoin ?	1=Oui 2=Non	/___/
27	Pourquoi ce kit ne répond t-il pas à votre besoin	R/.....	/___/

MODULE 3: Activités Génératrices de Revenu (pour les adolescents uniquement formés aux métiers et AGR)

30	Quelle formation avez-vous suivi ?	1=Boulangerie 2=Fabrication des savons 3=Couture 4=Mécanique 5=Photographie 6=Maçonnerie 7=Autre.....	/___/
31	Quelle est votre appréciation de la formation	1=Pas du tout satisfaisant 2 =Satisfaisant ; 3 =Très satisfaisant	/___/
32	Avez-vous reçu un matériel (kits) d'insertion ?	1=Oui 2=Non	/___/
33	Pensez-vous que ce Kit conviendrait pour démarrer une activité ?	1=Oui 2=Non	/___/
34	Quelle est votre appréciation globale du projet BEED ?	1= Pas du tout satisfaisant 2=Satisfaisant ; 3 =Très satisfaisant	/___/